



Munich Personal RePEc Archive

Constructivisms, evolution of the economics profession, and design for its radical reform

Yefimov, Vladimir

Independent researcher

5 June 2014

Online at <https://mpra.ub.uni-muenchen.de/56498/>

MPRA Paper No. 56498, posted 07 Jun 2014 15:02 UTC

Constructivismes, évolution de la profession d'économiste, et projet pour sa réforme radicale

Vladimir Yefimov¹

Résumé

Cet article propose de reconsidérer la méthodologie (dans la 1ère partie de l'article) et l'histoire (dans la 2ème partie) de la discipline économique sur la base de l'institutionnalisme constructiviste. Actuellement les économistes orthodoxes sont poppériens (post-positivistes) et de nombreux hétérodoxes sont partisans du réalisme critique. L'institutionnalisme constructiviste s'oppose à l'un comme à l'autre et correspond à bien des égards aux pratiques des écoles économiques oubliées de Schmoller et Commons. L'institutionnalisme constructiviste, enrichi par les idées de Habermas, s'oppose également à la vision élitiste de la démocratie qui était développée dans la discipline économique (la 3ème partie). Dans la 4ème partie de l'article, je mets en avant un projet de réforme de la profession d'économiste basé sur le paradigme discursif pour ses trois éléments : la recherche ; l'élaboration de politiques ; et la philosophie morale et politique.

Mots clés: constructivisme social ; épistémologie et ontologie constructivistes pour l'économie ; histoire constructiviste de la discipline économique ; politique économique et démocratie délibérative ; philosophie économique et éthique de la discussion.

Constructivisms, Evolution of the Economics Profession, and Design for its Radical Reform

Abstract

This paper proposes to reconsider the methodology (in the first part of the paper) and the history (in the second part) of economics on the basis of the constructivist institutionalism. At present orthodox economists are Popperians (post-positivists) and many heterodox economists are advocates of the critical realism. The constructivist institutionalism opposes to both of them and corresponds in many respects to practices of forgotten economic schools of Gustav Schmoller and John Commons. The constructivist institutionalism, enriched by the ideas of Habermas, also opposes to the elitist vision of democracy that was developed in the economics (the third part of the paper). In the fourth part of the paper I put forward a design based on discursive paradigm for the reform of three elements of economics profession: inquiry; policy development; and moral and political philosophy.

Key words : social constructivism; constructivist epistemology and ontology for economics; constructivist history of economics; economic policy and deliberative democracy; economic philosophy and discourse ethics.

Tables des matières

- 1. Le paradigme constructiviste pour la science économique**
- 2. Vers l'histoire constructiviste de la profession des économistes**
- 3. La discipline économique et la démocratie**
- 4. Un projet pour la profession d'économiste (troïka discursive)**

¹ vladimir.yefimov@wanadoo.fr

1. Le paradigme constructiviste pour la science économique

A l'heure actuelle, la profession des économistes est divisée en deux camps : les orthodoxes (mainstream) et les hétérodoxes. Dire que « mainstream » c'est la théorie économique néoclassique ne serait pas tout à fait exact, car les courants « behavioural economics », « experimental economics » et « new institutional economics » ainsi que « new political economy » et « economic analysis of law » ne rentrent pas vraiment dans le schéma walrasien de la théorie néoclassique, en dépit du fait que cette dernière reste toujours le noyau de l'enseignement économique universitaire. Le camp des hétérodoxes est même plus hétérogène. Il comprend des courants de la pensée économique contradictoires comme les courants postkeynésien, marxiste, régulationniste, conventionnaliste, socio-économiste. Où passe vraiment la ligne de partage entre l'économie « mainstream » et l'économie hétérodoxe ? A mon avis, on peut donner la réponse à cette question en se basant sur la notion de constructivisme introduite par Hayek dans son article « The Errors of Constructivism » (Hayek, 1978).

Friedrich Hayek a introduit le terme de « constructivisme » pour signifier ce qui est contraire à sa notion de l'ordre spontané. De sa manière la plus simple, il exprimait le sens de cette notion par la formule suivante : « Parce que l'homme a lui-même créé les institutions de la société et de la civilisation, il doit également être en mesure de les modifier à volonté de manière à satisfaire ses désirs ou souhaits » (Ibid., p. 3). On peut dire que toutes les multiples activités de Hayek étaient orientées contre le constructivisme conçu de cette manière ; en particulier, pour la lutte contre celui-ci, il a initié la création de la Société du Mont-Pèlerin dont il fut le président entre 1947 et 1961. Un autre président de cette société (1994 – 1996), l'économiste français Pascal Salin, caractérise le constructivisme de Hayek de la façon suivante : « L'attitude constructiviste consiste à penser que l'on peut « construire » une société selon ses propres vœux, qu'on peut la conduire comme on le ferait d'une quelconque machine. Or, parmi les constructivistes, on peut distinguer des conservateurs qui souhaitent maintenir la société telle qu'elle est et des réformistes qui souhaitent au contraire la modifier. Il serait par ailleurs erroné de placer nécessairement le conservatisme à droite et de voir des réformistes dans tout socialiste. En effet, dans un système aussi largement collectiviste que le système français, ce sont bien souvent les socialistes qui sont conservateurs, par exemple lorsqu'ils se déclarent en faveur du maintien des avantages acquis, lorsqu'ils luttent pour la défense de la Sécurité sociale ou défendent les *services publics à la française*. Par opposition, le libéral est, selon les propres termes de Friedrich Hayek, celui qui *laisse faire le changement, même si on ne peut pas prévoir où il conduira*. Il implique, par conséquent, une confiance dans les capacités des personnes à s'adapter continuellement à des conditions changeantes et toujours imprévisibles. Or, il n'est pas excessif de dire qu'en France, tout au moins dans l'univers politique, pratiquement tout le monde est constructiviste. Selon ses humeurs, ses préjugés, son niveau d'information ou le sens de ses propres intérêts, chacun s'efforcera soit de maintenir ce qui existe, soit au contraire de le modifier d'une manière plus conforme à ses propres souhaits. (...) Il en résulte évidemment une extrême politisation de la vie que traduit fortement le fameux thème du « tout est politique ». Or, rien n'est politique par nature, mais tout le devient dès lors que l'approche constructiviste est dominante » (Salin, 2000, p. 25).

Je pense que les économistes hétérodoxes se reconnaîtront facilement dans la caractéristique du constructivisme présentée par Salin. Donc, à mon avis, le principal critère d'inclusion des économistes dans le camp des économistes « mainstream » ou hétérodoxes est leur relation avec le concept de constructivisme introduit par Hayek. Les hétérodoxes suivant la terminologie de Hayek sont constructivistes, et les économistes « mainstream » voient dans le constructivisme défini de cette façon l'objet de leurs attaques les plus acharnées. L'ouvrage de Hayek, « *The Errors of Constructivism* », était publié initialement en 1970, c'est-à-dire quatre ans après la publication du livre de Peter Berger et Thomas Luckmann, « *La construction sociale de la réalité* » (Berger et Luckmann, 1996)². Nous pouvons supposer que Hayek n'était pas familier avec ce livre, malgré le fait que bon nombre des idées de l'article « *The Errors of Constructivism* » étaient en accord avec les idées du livre « *La construction sociale de la réalité* ». Si nous appelons le constructivisme de Hayek *constructivisme politique*, alors le *constructivisme social* lancé par Berger et Luckmann, qui a reçu un développement significatif dans les œuvres de nombreux autres auteurs, envisage la possibilité de la construction de la réalité socio-économique ; pourtant cette construction doit être non seulement politique, mais surtout sociale.

La notion de constructivisme introduit par Hayek, à laquelle nous nous référons en tant que constructivisme politique, était orientée contre les idées de Marx et Keynes, et il est difficile de ne pas être en accord avec beaucoup de ses arguments. Néanmoins, dans son ouvrage *The Errors of Constructivism*, il commet lui-même au moins quatre erreurs. Tout d'abord, il considère le processus de changement des règles du comportement comme exclusivement le processus d'imitations de règles efficaces, plus performantes. Deuxièmement, on peut deviner que les seules règles qu'il avait à l'esprit sont les règles enracinées dans la civilisation occidentale. Troisièmement, dans sa notion de constructivisme, l'acteur était individuel, et la possibilité de la volonté collective n'a pas été prise en considération. Enfin, quatrièmement, il n'était pas au courant du fait que les règles sont toujours exprimées et transmises avec l'aide de la langue. Toutes ces quatre erreurs de Hayek continuent à être reproduites par les économistes « mainstream ». Toutes ces quatre erreurs sont corrigées dans le cadre du constructivisme social.

La majorité des économistes orthodoxes d'aujourd'hui sont poppériens (Blaug, 1994), ou autrement dit post-positivistes. La plupart des économistes hétérodoxes sont partisans du réalisme critique (Lee, 2009 ; 2012 ; Fleetwood, 2004). Le constructivisme social (Berger et Luckmann, 1996 ; Kukla, 2000 ; Gergen, 2001 ; Burr, 2003), qui est l'alternative au post-positivisme et au réalisme critique, est ignoré par la profession actuelle des économistes dans leurs pratiques de recherche³. Les rares méthodologues économiques (Hands, 2001 ; Mouchot, 2003) et les historiens de la pensée économique (Weintraub, 1999) qui considèrent le constructivisme dans leurs ouvrages, le traitent de façon assez limitée. Pour eux le constructivisme n'est qu'exclusivement une philosophie des sciences basée sur l'idée de la construction sociale des connaissances. Pourtant le constructivisme en sciences sociales souligne également la construction sociale de la réalité sociale, et considère comment cette construction se réalise. De cette façon, le constructivisme n'est pas seulement une

² Initialement publié en 1966.

³ Une comparaison des post-positivisme, réalisme critique et social constructivisme est fait dans (Alvesson and Skölder, 2009, ch. 2).

épistémologie particulière, mais il propose également une ontologie. Cette ontologie est institutionnelle et discursive.

Suivant le constructivisme social, « l'institutionnalisation se manifeste chaque fois que des classes d'acteurs effectuent une typification réciproque d'actions habituelles <...> chacune de ces typifications est une institution » (Berger et Luckmann, 1991, p. 72). Le constructivisme social voit la source des régularités sociales dans ces typifications réciproques, et de cette façon il exige d'étudier les institutions non comme l'arrière-plan de l'économie mais comme son premier plan. En plus de la notion de « typification », le constructivisme social utilise les concepts d'« accoutumance » et de « sens » (*meaning*). Les « processus d'accoutumance précèdent toute institutionnalisation » (Ibid., p. 71). Il n'est pas suffisant de définir les institutions uniquement comme des règles, mais suivant le constructivisme social, on les voit comme des règles devenues habitudes : « En terme des sens accordés par l'homme à son activité, l'accoutumance rend inutile de redéfinir chaque situation de nouveau » (Idem.), et à partir du sens de la situation, il utilise la règle qui correspond à cette situation. Ces « sens ne sont pas spécifiques à l'individu, mais socialement articulés et partagés » (Ibid., p. 82). Ces sens sont les croyances ou la « connaissance » liée avec les règles. Cette « connaissance » sert également à la légitimation (*l'explication et la justification*) de l'ordre institutionnel (Ibid. p. 111). L'ordre institutionnel ne peut être compris qu'en termes de cette « connaissance », d'où il « s'ensuit que l'analyse d'une telle 'connaissance' est essentielle pour une analyse de l'ordre institutionnel en question » (Ibid., p. 82).

Du fait que les interactions sociales passent par l'intermédiaire de la langue, les conversations doivent être considérées comme « la réalité sociale primaire » (Van Langenhove, 2010, pp. 63 – 120), et c'est ce qui doit être étudié. Pour ce faire, « l'expérimentateur ou l'observateur doit entrer dans le discours des personnes étudiées et essayer de comprendre le monde cognitif du sujet » (Harré et Gillett, 1994, p. 21). Le chercheur doit « apprendre ce que signifie une situation pour la personne étudiée, et non pas seulement ce que cette situation est (<...> telle qu'elle est vue par l'observateur), si nous voulons comprendre ce que la personne fait » (Ibid). Rom Harré utilise la notion de connaissance sociale qui est principalement la connaissance des règles et des conventions. Selon lui, « la capacité d'une personne à agir et rendre compte de ce qui a été fait dépend de son stock de connaissance sociale » (Van Langenhove, 2010, p. 11). La connaissance sociale partagée dans une communauté donnée est la source des régularités sociales qui peuvent être observées dans cette communauté. Comme Rom Harré l'a écrit : « Si l'on veut expliquer certains phénomènes sociaux, on pourrait dire que c'était la règle ou la convention qui sont à leur origine » (Ibid, p. 264). Il estime que deux capacités des êtres humains les diffèrent des animaux : la langue et l'auto-surveillance.

Les acteurs engagés dans les interactions sociales utilisent inévitablement la langue, et cela « suppose la continuité ininterrompue entre la pensée and l'action » (Ibid, p. 12). Pour lui, « la personne n'est pas seulement l'agent, mais également l'observateur, le commentateur et le critique » (Ibid, p. 13). Cela signifie que « la règle 'existe' à l'intérieur et au travers de la pratique de la citation de cette règle, et de son appellation lors de l'entraînement, en enjoignant les autres à suivre cette règle, et en leur disant qu'ils ne l'ont pas suivie, ou qu'ils ne l'ont pas suivie correctement. Toutes ces choses sont dites aux autres et à soi-même, et on

les entend dites par d'autres... La règle est utilisée par les acteurs eux-mêmes de telle façon que le phénomène de suivre cette règle n'est pas distinct de la description qu'on en donne » (Bloor, 1997, pp. 33–34). De cette façon, « l'institution est une pratique autoréférentielle, [et] l'objet de la conversation, notamment ce qui fournit la réalité à laquelle elle fait référence, est une seule et même chose avec les actes de référence » (Ibid, p. 34). C'est dans ce fait que réside la différence cardinale entre la réalité naturelle et la réalité sociale. La description des processus physiques et biologiques peut être plus exacte ou, suivant le degré de rigueur des observations et des expériences, moins exacte, et cela est lié au fait que les propriétés de ces processus ne dépendent pas de ce que nous pensons à leur propos. Par contre, « l'objet social » est basé sur les descriptions que les acteurs liés à cet objet donnent de celui-ci. Il n'existe pas indépendamment de ce que croient les acteurs liés à cet objet, et de la façon dont ils expriment par des paroles leurs croyances à son propos. De cette façon, « le suivi correct d'une règle ne peut pas être décrit plus précisément que la description de comment il faut suivre cette règle » (Ibid, p. 35). Le chercheur qui étudie une institution n'a qu'à emprunter aux acteurs cette description pour comprendre le fonctionnement de cette institution.

Ce type d'étude prévoit l'observation proche (« ethnographique ») pratiquée dans le passé par l'école historique allemande (Gustav Schmoller) et l'école institutionnelle de Wisconsin (John Commons). Les hétérodoxes actuels (post-keynésiens, marxistes, régulationnistes, conventionnalistes, socio-économistes) qui voient les institutions comme l'arrière-plan de l'économie, se contentent dans leur recherche de l'observation lointaine et n'exercent pas la collecte d'informations *détaillées* à propos des *règles et des croyances qui les soutiennent*. De ce point de vue, on peut considérer que les orthodoxes et la plupart des hétérodoxes actuels se trouvent dans le même paradigme qui ne permet pas d'obtenir une compréhension de la réalité économique suffisante pour avoir la possibilité d'expliquer les phénomènes économiques et de prévoir l'arrivée de phénomènes comme celui de la crise démarrée en 2007. Les quelques personnes qui ont réussi de le faire ont fait leur recherche dans le cadre d'un autre paradigme, celui du paradigme discursif, sans peut-être le savoir. Le passage de la communauté des économistes vers ce paradigme exigerait une réforme institutionnelle radicale de la profession.

Le constructivisme social servait de base pour reconsidérer l'épistémologie de la recherche scientifique. L'expression « épistémologie constructiviste » a été initialement introduite par Jean Piaget (Piaget, 1967) qui était convaincu que l' « on ne connaît, en effet, un objet qu'en agissant sur lui et en le transformant » (Piaget, 1970, p. 85). Ces 'agissements' et ces 'transformations' sont effectuées dans le cadre de situations expérimentales qui provoquent la «résistance» de «l'objet», résistance qui est la «source» de toute connaissance à propos de cet objet. Le chercheur effectue ces «agissements» et ces «transformations» par la médiation de certains instruments. En sciences naturelles, ces instruments comprennent non seulement les instruments matériels, mais aussi toutes sortes de signes conventionnels. La médiation inévitable des signes conventionnels créés socialement dans l'interaction entre le sujet et l'objet a été soulignée par un autre fondateur du constructivisme, un opposant de Piaget, Lev Vygotski. Selon ce dernier, « au lieu d'agir d'une manière directe, sans médiateur dans le monde social et physique, notre contact avec le monde est indirect et passe par la médiation des signes » (Wertsch, 2007, p. 178). Ces signes pourraient prendre la forme de « la langue, diverses formes de numérotation et de comptage, des outils mnémotechniques, de

systèmes de symboles algébriques, d'œuvres d'art, de l'écriture, de schémas, de diagrammes, de cartes, de dessins mécaniques, toutes sortes de signes conventionnels ». (Ibid.).

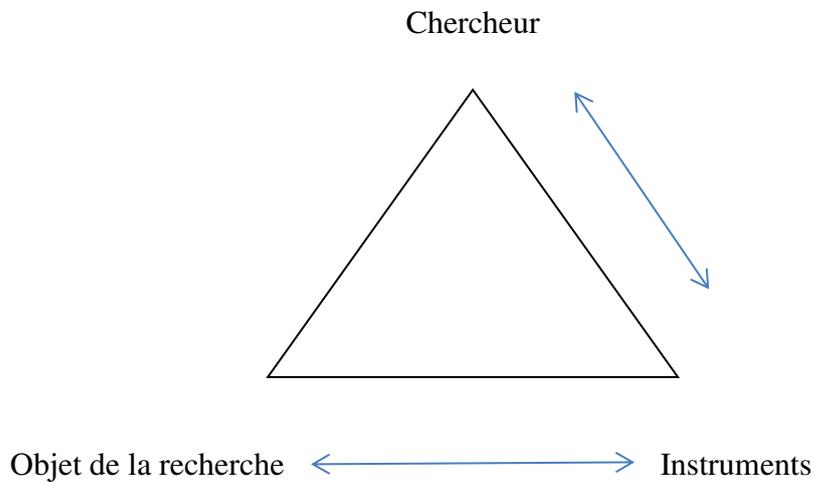


Fig. 1. L'interaction entre le chercheur et l'objet de la recherche dans une situation expérimentale

La figure 1 est une représentation de base triangulaire de la médiation proposée par Vygotski, légèrement modifiée (Daniels, 2008, p. 5). Il pourrait sembler que cette figure exprime la croyance de Milton Friedman que « nous ne pouvons pas percevoir 'les faits' sans une théorie », mais ce n'est pas le cas. De nombreux économistes utilisent le terme « théorie » au lieu de la notion de « vision ». L'un d'eux est Geoffrey Hodgson. Dans son livre (Hodgson, 1988), ce dernier a critiqué Friedman non pas pour son poppérianisme, mais sur la base de sa position « fortement anti – empiriste » (Ibid., pp 28 - 35). Discutons maintenant les arguments « anti-empiristes » de Hodgson : « La principale critique de l'épistémologie empiriste ... est qu'aucune observation ne peut être indépendante du cadre conceptuel, de la langue et du système théorique de l'observateur. Par conséquent, aucun fait « objectif » ne peut être connu sans l'influence des préconceptions préjugées de l'enquêteur » (Ibid., p. 35). Je crois que l'erreur de Hodgson est de considérer « le cadre conceptuel, la langue et le système théorique de l'observateur » presque comme des synonymes. Un enquêteur *institutionnaliste constructiviste* a son cadre conceptuel avant de s'engager dans une étude de terrain. Ce cadre conceptuel consiste dans sa conviction que les régularités proviennent des règles et croyances, d'où il faut étudier les institutions (règles formelles et informelles) et les croyances liées à ces règles. Néanmoins, la déclaration suivant laquelle « tous les faits sont exprimés par la langue, et une langue a-conceptuelle ou a-théorique est impossible » est un sophisme à cause de l'utilisation ici de notions non définies de « théorie » et de « langue ». Les « théories » et les « langues » dans les études sociales peuvent être de différents niveaux. La déclaration est vraie si les notions de « langue » et de « théorie » sont utilisées dans le sens de catégories partagées dans un certain environnement linguistique socio-culturel (ce que j'appelle « catégories de bas niveau ») qui peut être très grand. Par exemple, si le domaine d'étude était la campagne russe, alors la connaissance de la langue russe, y compris les termes techniques agricoles, serait suffisant pour commencer « l'observation », à savoir se rapprocher des gens qui vivent dans ce

milieu, les voir dans une variété de situations auxquelles ils sont confrontés, en notant leurs problèmes et en observant comment ils les traitent, faisant partie de leurs conversations, et en regardant leur vie telle qu'elle se déroule (Blumer, 1969, pp. 37).

Dans le même temps, la déclaration de Hodgson est fautive si les notions de «langue» et de «théorie» sont utilisées dans le sens des catégories et des modèles/théories/hypothèses partagés par une communauté de chercheurs. Par exemple, la collecte de données concernant des variables quantitatives préconçues utilisées dans une théorie, et fuyant toute autre information qui pourrait être recueillie sur le terrain si elle n'entre pas dans cet ensemble de variables préconçues, rendra l'enquêteur «aveugle» à de nombreuses idées qui pourraient émerger. Dans le cas de l'utilisation de «catégories de bas niveau» partagées par les acteurs du domaine d'étude, le chercheur a la possibilité de faire une découverte et de reconsidérer son image préétablie du domaine d'étude par le développement de ses propres nouvelles catégories («catégories de haut niveau»). Dans le cas de l'utilisation de «catégories de haut niveau» partagées par les membres d'une certaine communauté scientifique, le chercheur, membre de cette communauté, est certainement tributaire du cadre conceptuel de la communauté. La validité potentielle du cadre conceptuel institutionnaliste est basée sur la conviction que les régularités sociales viennent des règles et croyances socialement partagées. Mais ce cadre conceptuel n'est pas un modèle ou une théorie, mais une vision. Au contraire, dans le cas de l'utilisation d'un modèle a priori ou d'une théorie, le chercheur n'est pas en mesure de découvrir dans le domaine quelque chose en dehors de son modèle/théorie/hypothèse a priori, et ce qu'il peut faire c'est seulement de tester ce modèle/théorie/hypothèse.

Geoffrey Hodgson est juste en disant que « nous ne pourrions jamais gagner une compréhension plus précise ou adéquate de la réalité économique exclusivement par l'observation et la collecte de données », car la compréhension de la réalité économique ne peut progresser que grâce à la construction de nouvelles catégories/concepts/théories, ou par la correction des catégories/concepts/théories existantes, *sur la base de l'observation et de la collecte de données*. Je suis d'accord avec le professeur Hodgson lorsque, suivant la sociologie des sciences, il dit que « la science est une activité sociale et son développement implique la génération, la scrutation et l'acceptation ou le rejet social des théories, des procédures et des normes. Par conséquent, la science ne peut jamais être 'neutre' dans le sens où elle est entièrement libre des préjugés et des préoccupations de la société et de la communauté scientifique » (Hodgson, 1988, p. 36).

Probablement la confusion de Hodgson entre «théorie» et «langue» vient de la pratique de la physique expérimentale. Selon Ilya Prigogine et Isabelle Stengers : « Le dialogue expérimental avec la nature, que la science moderne se découvre capable de mener de façon systématique, ne suppose pas une observation passive, mais une pratique. Il s'agit de manipuler, de mettre en scène la réalité physique jusqu'à lui conférer une proximité maximale par rapport à une description théorique. Il s'agit de préparer le phénomène étudié, de le purifier, de l'isoler jusqu'à ce qu'il ressemble à une situation idéale, physiquement irréalisable mais intelligible par excellence puisqu'elle incarne l'hypothèse théorique qui guide la manipulation. Les relations entre expérience et théorie proviennent donc du fait que l'expérimentation soumet les processus naturels à une interrogation qui ne prend sens qu'en référence à une hypothèse concernant les principes auxquels ces processus sont soumis, et à

un ensemble de présupposés concernant des comportements qu'il serait absurde d'attribuer à la nature. <...> Le dialogue expérimental constitue une démarche fort particulière. L'expérimentation interroge la nature mais à la manière d'un juge, au nom des principes postulés. La réponse de la nature est enregistrée avec la plus grande précision, mais sa pertinence est évaluée en référence à l'idéalisation hypothétique qui guide l'expérience : tout le reste est bavardage, effets secondaires négligeables. » (Prigogine et Stengers, 1986, p. 76-78). Cela signifie que ce dialogue se passe en utilisant la langue d'une théorie qui «guide l'expérience» (Ibid., p. 49). Toutefois, contrairement à la nature qui ne peut communiquer avec l'être humain chercheur que dans la langue des théories des chercheurs, les acteurs - les objets actifs de la recherche socio-politico-économique - sont aussi des êtres humains, qui peuvent communiquer avec les chercheurs non pas dans la langue des théories des chercheurs mais en anglais, français ou russe, langue qui peut être comprise par les deux parties. Cela signifie que les économistes, qui transfèrent la pratique du dialogue avec la nature dans les sciences naturelles à la pratique du dialogue avec les êtres humains, commettent une erreur.

Le constructivisme social, en tant que la philosophie sociale et politique, une fois accepté par les économistes, peut avoir des conséquences d'une grande portée. Dans ce cas, les économistes seraient en mesure de convaincre les gens que «de véritables projets d'émancipation humaine deviennent possibles» parce que «les êtres humains peuvent se rendre compte qu'ils sont des gens et des agents actifs susceptibles d'essayer de réaliser leurs projets ensemble avec les autres ». Comme tels, ils peuvent se rendre compte que les contraintes que la société semble imposer dans leur poursuite de ce qui est important pour eux ne sont rien d'autres que des règles. Ces règles, en vertu desquelles les gens vivent, pourraient être différentes, et de nouvelles règles peuvent être créées et adoptées (Harré, 2009, p. 142). Les économistes actuels, qu'ils soient orthodoxes ou hétérodoxes, ignorent totalement les constructivismes épistémologique et social, et c'est l'un des principaux facteurs de la stérilité cognitive et la nocivité sociale de cette discipline.

La discipline économique initiée par Smith est une réécriture de la fable de Mandeville sur la base de la croyance de Quesnay. Son succès institutionnel dans les universités était dû au fait que cette réécriture a été faite suivant les standards de la philosophie morale et politique enseignée dans les universités, laquelle servait à la justification et la légitimation de l'ordre social existant. Ce caractère de fable est conservé dans les versions les plus sophistiquées de la discipline économique d'aujourd'hui (Rubinstein, 2012). L'économie marxiste était une réponse philosophique et idéologique à l'économie smithienne. Ces deux types de la discipline économique correspondent à la compréhension de la science suivant Thomas Hobbes et non pas à celle de Robert Boyle⁴. Les économistes

⁴ La dispute des méthodes entre Gustav Schmoller et Carl Menger, qui a déterminé le destin de la discipline économique de 20^{ème} siècle, peut être considérée comme un renouvellement d'une dispute similaire qui a eu lieu plus de deux siècles auparavant entre Robert Boyle, l'un des créateurs de la Société royale de Londres pour l'amélioration du savoir naturel (*Royal Society of London for the Improvement of Natural Knowledge*) qui a été créée en 1662, et Thomas Hobbes. Les activités de l'Union pour la politique sociale (*Verein für Sozialpolitik*) de Schmoller et de la *Royal Society* de Boyle étaient en plusieurs aspects semblables : elles consistaient en la collecte des données dans le cadre de situations expérimentales, en l'élaboration de rapports détaillés et en l'évaluation collective des résultats obtenus (Shapin and Schaffer, 1985 ; Grimmer-Solem, 2003). Boyle, qui a gagné la dispute, insistait sur l'importance des témoignages honnêtes à propos des expériences dans le processus

universitaires allemands de la seconde moitié du 19^{ème} siècle ont suivi la tradition de recherche en sciences naturelles avec leur méthode expérimentale. Ils ne sont affiliés ni à Smith ni à Marx. Je me permets de citer ici un long passage du discours de Schmoller prononcé à l'Université royale de Frédéric-Guillaume à Berlin le 15 octobre 1897, dans lequel il compare les écoles de Smith et de Marx comme étant ressorties de la philosophie du XVIII^e siècle : « L'économie politique devint une science autonome ; elle a donné dès lors naissance aux deux grandes théories ou écoles qui ont dominé la pensée et l'action de 1770 à nos jours : l'économie politique individualiste, et l'économie politique socialiste. Ce sont deux enfants de la même mère : l'ancienne théorie, la théorie individualiste abstraite de la nature des Physiocrates et d'Adam Smith à J.S. Mill et à K.H. Rau, et la théorie socialiste un peu plus moderne de la lutte de classe de William Thompson à Karl Marx, sont le produit du droit naturel, libéral et radical. Ces deux écoles croient pouvoir déduire de la nature humaine abstraite un système objectif complet de l'économie actuelle. Toutes deux exagèrent comme tout le XVIII^e siècle et la philosophie constructive de la première moitié du XIX^e siècle, notre possibilité actuelle de connaître ; toutes deux veulent arriver d'un bond, *sans l'étude des détails* (mis en italique par VY), sans une base psychologique exacte, sans des études préalables complètes de droit et d'histoire économique, à la vérité économique ultime, et par elle dominer le monde, les hommes, les Etats ; toutes deux sont liées à la connaissance économique empirique de leur époque, elles cherchent à s'accommoder à ces données empiriques, mais toutes deux ne sont, chez leurs principaux représentants, que des idéologies, des systèmes fermés, qui posent directement un nouvel idéal de l'économie, de la vie sociale, de l'ensemble des institutions économiques et juridiques. Par leur méthode et leur contenu elles ne s'élèvent pas encore complètement au rang d'une véritable science <...> Le point faible des théories socialistes et des théories individualistes est dans leur conception d'une économie abstraite séparée de l'Etat et du droit, et dans ce fait qu'elles raisonnent sur elle. Toutes deux renferment une grande part d'idéalisme qui agissait sur la vie pratique et poussait à l'action les esprits les plus avancés ; mais c'était chez toutes deux un idéalisme qui dépassait le but, et qui conduisait directement à la révolution et au bouleversement⁵ » (Schmoller, 1902, p. 228). Schmoller a bien vu que ces deux écoles ne sont que des philosophies et non pas des sciences qui suivent la tradition des sciences naturelles.⁶

de la recherche scientifique. Par contre, Hobbes critiquait le mode expérimental de production de la connaissance et insistait sur les méthodes rationalistes de l'obtention des connaissances. Menger, qui a gagné la dispute contre Schmoller, avait la même opinion à ce sujet. De cette façon, la division nette entre la philosophie et la science, qui s'est produite après la création de la *Royal Society*, n'a pas eu lieu en économie, en dépit du fait qu'un de ses fondateurs, William Petty, était membre de la *Royal Society* et suivait ses canons dans ses recherches effectuées en Irlande (Aspromourgos, 1996).

⁵ Le 20^{ème} siècle a bien montré la lucidité des prévisions de Schmoller.

⁶ « Tout grand mouvement pratique de réforme commence, comme nous le savons aussi pour le christianisme primitif, par de semblables illusions, dans lesquelles il puise sa force. C'est l'expérience qu'ont dû faire les disciples d'Adam Smith, comme, plus tard, ceux qui ont parlé du relèvement des classes inférieures. Les deux mouvements étaient connexes et devaient se suivre. Il s'agissait dans les deux cas des plus grands changements dans l'organisation juridique de l'économie dans toutes les institutions économiques et sociales. Il s'agissait d'abord de conquérir à la bourgeoisie, en s'appuyant sur l'économie monétaire et la liberté personnelle, sa place économique, puis de créer, en opposition au marché libre et à la concurrence illimitée, des institutions qui assureraient aux classes inférieures une condition meilleure et plus sûre et une vie plus digne. C'est ainsi que l'économie politique individualiste n'est que la philosophie de la bourgeoisie avec pour idéal la libre concurrence, et que l'économie socialiste est la philosophie de la classe ouvrière avec pour idéal une plus juste répartition des

L'héritage de Schmoller ne se limite pas seulement à ses idées sur l'ontologie (ce qu'il faut étudier) et sur l'épistémologie (comment faut-il étudier) de l'économie en tant que science. Il a également beaucoup contribué à la discipline économique en tant que une philosophie sociale. A partir de François Quesnay, et jusqu'à présent, l'une des questions philosophiques centrales de la pensée économique est de savoir si les êtres humains peuvent et doivent construire la réalité économique ou non. La réponse de Quesnay à cette question est non. La réponse à cette question par Schmoller était beaucoup plus nuancée. Je prends la liberté de citer un long passage d'une œuvre de ce dernier, dont la première partie donne une réponse positive à cette question, tandis que la deuxième partie donne une réponse plutôt négative : « L'ancienne école économique d'Adam Smith, <...> avait trouvé son idéal de justice exclusivement dans la liberté des contrats. En supposant que tous les hommes soient égaux par nature, il demandait juste la liberté pour ces hommes égaux, dans l'espoir que cela aboutirait à la conclusion de contrats concernant des valeurs équivalentes, pour le bénéfice mutuel des deux parties. Elle ne connaissait ni les classes sociales, ni les institutions sociales dans leur importance pour la vie économique, car pour elle, le mécanisme social était composé exclusivement de l'activité des individus et uniquement des accords conclus entre eux. Et par conséquent, elle ne pouvait pas exiger tout autre type de justice. Cette exigence n'était pas fautive, mais ce n'était qu'une partie de la justice. Nous demandons aujourd'hui surtout, en plus d'un système d'échanges justes, des institutions économiques justes, c'est-à-dire que nous exigeons des ensembles de règles morales et de droit, qui régissent les groupes de personnes qui vivent et travaillent conjointement, qui doivent harmoniser leurs résultats avec ces conceptions idéales de la justice qui, sur la base de nos conceptions morales et religieuses, prévalent aujourd'hui, ou doivent prévaloir dans l'avenir. Nous n'admettons qu'aucune de ces institutions soit permanente dans l'histoire et qu'elle soit nécessairement éternelle. Nous faisons la recherche des résultats de chacune d'elles, et nous posons les questions suivantes : Quelle est son origine, quelles conceptions de la justice l'ont générée, est-ce que cette institution doit toujours exister aujourd'hui ? (Schmoller, 1894, pp. 34 - 35).

Nous pouvons caractériser la seconde moitié du passage de l'ouvrage de Schmoller qui donne une réponse négative à la question de savoir si les êtres humains peuvent et doivent construire la réalité économique comme une indication de sa compréhension déjà à l'époque de ce que l'on appelle maintenant *la dépendance au sentier* dans le changement social : " Pour être sûr que nous savons aussi comment apprécier la valeur des institutions qui nous sont transmises, nous savons que les traditions sacrées du passé remplissent notre esprit d'admiration, que même la forme de la loi traditionnelle a un effet modérateur sur les caractères difficiles, que l'état durable de la paix sociale est basé sur la restriction la plus grande possible de la violation formelle de la loi. Nous admettons que les institutions ne doivent jamais disparaître dans leur forme et substance, que les nations ne peuvent jamais créer quelque chose tout à fait nouveau, mais que nous devons toujours construire sur ce qui

richesses ; mais ces deux systèmes, quoique opposés, ont entre eux des rapports très étroits. La différence des buts a imposé d'ailleurs à chacune des écoles une allure particulière, un autre genre de style, un procédé d'argumentation différent. Les grands économistes de l'école libérale, tout comme les grands socialistes, ont moins en vue d'arriver à la connaissance scientifique que d'atteindre des fins pratiques ; ils veulent moins connaître ce qui est que ce qui doit être ; ils préconisent tous deux des idéals pratiques, politiques et sociaux. Mais les premiers s'adressent aux princes et aux hommes d'Etat, aux parlements et aux savants ; les derniers, à la masse des petites gens, aux ouvriers, aux non-possédants, aux illettrés » (Schmoller, 1902, p. 232).

existe. Dans cette continuité durable de l'ensemble, nous avons une garantie que la lutte pour ce qui est bon et juste n'expire pas en vain ; cependant, ce serait toujours le cas si chaque génération devait commencer ce combat à nouveau, et que l'héritage de la sagesse et de la justice expérimenté et contenu dans les institutions traditionnelles, ne lui avait été fourni. Nous admettons que chaque condition momentanée de la paix en société, telle qu'elle est préservée par la loi existante sur la propriété, l'héritage et certaines autres institutions, a plus de valeur qu'une guerre dangereusement déstabilisante pour une loi plus juste sur la propriété et l'héritage, alors que le droit traditionnel correspond toujours à l'équilibre des forces en présence dans la société et aux conceptions répandues d'idéaux. Dans ce cas, n'importe quelle lutte pour des lois plus justes est pour l'heure désespérée et vaine. Cela ne peut que nuire et détruire. Même la révolution la plus violente ne peut pas remplacer la transformation mentale des hommes, ce qui est la condition préalable d'une loi plus juste. Le point essentiel est toujours que les forces elles-mêmes et les conceptions de la justice aient changé. C'est seulement alors qu'une lutte peut réussir » (Ibid., pp 35-36).

Aujourd'hui, nous ne pouvons qu'admirer la sagesse profonde de la pensée de Schmoller en observant les conséquences catastrophiques des changements socio-économiques et politiques imposés dans de nombreuses parties du monde sans prise en compte de leur histoire. Gustav Schmoller se considère comme un disciple de James Steuart, lequel a écrit : « Le grand art donc de l'économie politique, c'est d'abord d'adapter les différentes opérations de celle-ci à l'esprit, les mœurs, les habitudes et les coutumes du peuple, et par la suite en prenant en considération ces circonstances, d'être en mesure d'introduire un ensemble d'institutions nouvelles et plus utiles ... Si l'on considère la variété, que l'on trouve dans les différents pays, dans la répartition des biens, la subordination des classes, le génie des individus, en partant de la variété des formes de gouvernement, des lois et des mœurs, on peut conclure que l'économie politique pour chaque pays doit nécessairement être différente, et que les principes, par ailleurs universellement vrais, peuvent devenir tout à fait inefficaces dans la pratique, sans une préparation suffisante de l'esprit du peuple » (Steuart, 1767, p. 2, 3). Les idées de Schmoller et Steuart sur le changement social sont très proches du constructivisme social. Selon le constructivisme social, les règles forment les institutions si elles deviennent les typifications réciproques d'actions habituelles par les types d'acteurs. Cela n'arrive seulement que si ces règles sont expliquées et justifiées (légitimées), et que les acteurs passent par une longue formation pratique sociale dans leur environnement social immédiat (socialisation). Certes, les membres dominants de la société peuvent influencer le changement des règles avec plus de succès que les non-dominants, mais même ceux-ci seraient obligés d'attendre l'habituation de ces règles avant qu'elles n'entrent vraiment en vigueur. Aucune mise en application forcée de mécanismes n'ait capable de faire accepter socialement de manière immédiate des règles totalement différentes des règles existantes.

L'économie orthodoxe actuelle n'utilise dans ses discours aucune des notions de constructivisme considérées ci-dessus. L'économie hétérodoxe contemporaine n'utilise pas non plus ces notions ; pourtant elle est accusée par les économistes du « mainstream » d'être prise au piège du constructivisme politique.

	Fondateurs	Constructivisme épistémologique	Constructivisme social	Constructivisme politique
Economie orthodoxe	Quesnay Smith Walras	--	--	--
Economie hétérodoxe	Marx Veblen Keynes	--	--	+
Economie institutionnelle constructiviste	Steuart Schmoller Commons	+	+	--

Tableau 1. Présence de trois sortes de constructivisme dans trois types de la discipline économique

C'est seulement l'économie institutionnelle constructiviste (Yefimov, 2003; 2010; 2011a; 2011b), qui continue les traditions de Steuart, Schmoller et Commons, et qui est basée sur les constructivismes épistémologique et social. C'est seulement ce type de science et de philosophie économique qui peut indiquer la bonne voie vers les changements institutionnels. Dans la section suivante, nous verrons pourquoi, en dépit de son efficacité sociale prouvée, ce courant économique a totalement disparu.

2. Vers l'histoire constructiviste de la profession des économistes

La Figure 2 ci-dessous reflète la représentation constructiviste de l'évolution de la discipline scientifique. Dans un processus de recherche scientifique, l'objet de recherche et le chercheur avec ses « instruments » ne sont pas séparés, mais ils constituent ensemble la situation expérimentale. La représentation présentée sur la figure 2 prévoit que le destin des idées et des théories, qui sont construites sur la base des observations et des expériences par le chercheur, n'est pas exclusivement déterminé par les vérifications et/ou falsifications de la communauté des chercheurs mais par une communauté plus large d'évaluateurs. En plus des membres de la communauté scientifique, cette communauté comprend des administrateurs, des politiques et des segments concernés du public. Les évaluateurs peuvent être divisés en deux catégories : les témoins et les juges. La différence entre ces deux catégories consiste dans leurs rôles respectifs dans la procédure des évaluations : les premiers expriment juste leur opinion à propos des idées et des théories évaluées, et les seconds, prenant ou ne prenant pas en considération ces opinions, prennent les décisions concernant le destin des idées et des théories et de l'avenir de la situation expérimentale elle-même. La plupart des membres de la communauté scientifique, sauf ceux qui détiennent le pouvoir dans cette communauté, rentre dans la catégorie des témoins. Le sommet supérieur du triangle exprime l'idée de Jean Piaget, qu'il n'est possible de connaître un objet qu'en agissant sur lui et en le transformant. Le sommet inférieur gauche du triangle montre, d'une part, le caractère social de la recherche scientifique, et d'autre part, il souligne le rôle des relations de pouvoir dans le fonctionnement

des communautés académiques avec un accent particulier sur les influences provenant de l'extérieur de ces communautés.

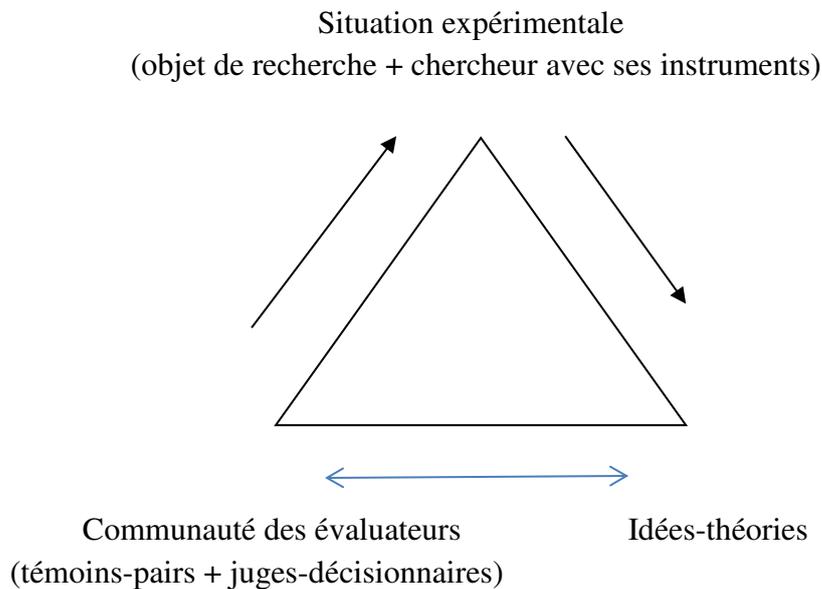


Fig. 2 Représentation constructiviste de l'évolution de la discipline scientifique

La représentation constructiviste de la recherche scientifique ne conduit pas vers le relativisme et ne contredit pas l'objectivité de la recherche si la situation expérimentale est construite de telle façon que l'objet d'étude soit capable de « résister » aux idées et aux théories exprimées par le chercheur à son sujet. Si dans la représentation traditionnelle de la recherche scientifique le chercheur était seul dans la quête de la vérité comme d'une copie plus en moins exacte de la réalité, dans la représentation constructiviste c'est la communauté scientifique qui cherche à trouver un accord à propos des idées et des théories qui exigent encore une approbation par les membres influents de la communauté des évaluateurs. C'est l'institution de chaque discipline scientifique qui détermine les règles de cette évaluation. *Le point de départ de ces règles dans les sciences naturelles est la « résistance » des objets d'étude aux idées et théories évaluées. Cela n'est pas le cas dans les sciences économiques. A l'heure actuelle, la majorité des économistes ne considèrent pas dans leurs recherches les acteurs comme faisant partie de leurs objets d'étude, alors que ceux-ci sont porteurs des règles et des croyances à propos de ces règles. Dans la plupart des cas, ils ignorent les détails des institutions, en les considérant au mieux comme un arrière-plan de l'économie, et ils concentrent leur attention sur les caractéristiques quantitatives ou/et qualitatives plus au moins synthétiques de l'économie. De cette façon, la source des régularités en économie (les règles et les croyances qui les soutiennent) n'est pas mise au centre de la recherche, d'où proviennent leurs maigres résultats.*

La naissance de la science économique en 17^{ème} siècle peut être liée avec le nom de Pierre de Boisguilbert. Il créait des situations expérimentales en parcourant « sans cesse la campagne en quête des renseignements, interrogeant tous les laboureurs qu'il rencontrait sur son chemin. Il se documentait également auprès des riches négociants et capitalistes de Rouen » (Hecht, 1966, p. 154). Ces situations expérimentales lui ont permis d'écrire son livre

Le *Détail de la France* (publié en 1695), dont l'une des idées était le laissez faire. Ce livre reçut un accueil très réservé de la part du public (« témoins-pairs ») de l'époque « par suite de la difficulté d'y entendre une infinité de choses, 'exposées en termes très obscurs et de manière peu suivie' » (Ibid., p. 159) ; et le gouvernement (« juges-décisionnaires »), en restant hostile à cette publication, a ordonné en 1701 de supprimer les exemplaires de ce livre (Ibid., p. 159).

La discipline économique a reçu son développement non pas à partir de Boisguilbert, mais de Quesnay. Ce sont les physiocrates qui ont basé la discipline sur le concept des lois économiques naturelles qui devraient être étudiées de façon abstraite, sans le recours aux expérimentations ni même aux observations approfondies. Paradoxalement, ce sont eux qui ont utilisé les premiers le terme de « science économique », et en même temps l'attribut principal de la science, la situation expérimentale, a dégénéré chez les physiocrates *en perdant « l'objet de recherche »*. De cette façon, les physiocrates ont lancé non pas une science économique mais la philosophie économique libérale (future orthodoxie), qui a reçu son développement dans le livre *La richesse des nations* de Smith. Le succès extraordinaire de ce livre était dû à deux raisons. Premièrement, Smith a donné aux idées des physiocrates la forme de la discipline enseignée à l'époque dans les universités : la philosophie morale et politique. Deuxièmement, cette discipline était très demandée et soutenue par les industriels (« juges-décisionnaires ») du 19^{ème} siècle. Avec « la montée en puissance de l'industrialisation, les industriels trouvent dans les travaux de Smith et Say une justification de leurs activités, une validation de leur richesse matérielle et de soutien 'scientifique' des principes du laissez-faire et de la non-intervention du gouvernement » (Sage, 2009, p. 23).

L'historienne américaine, Elizabeth Sage, relie la naissance de la profession d'économiste en France avec l'existence de la question sociale au 19^{ème} siècle suscitée par l'émergence du capitalisme industriel. Sage a découvert que « l'économie politique [française] au cours du 19^{ème} siècle a vu de bonnes opportunités pour la professionnalisation de cette discipline, et s'est efforcée d'obtenir un statut scientifique et de pouvoir, en essayant de se protéger des connaissances non désirées - toutes ces connaissances résumées par le terme 'la question sociale' - qui semblaient invalider sa prétention à être la science » (Ibid., p. 6). Elle a découvert également que « ce furent les industriels [eux-mêmes] qui offrirent la description de la question sociale et des suggestions pour sa résolution, que les économistes à leur tour ont étudiées, promues et intégrées dans leur science » (Ibid., p. 7). Aux Etats-Unis, au milieu du 19^{ème} siècle, la situation dans la discipline économique était assez similaire à celle de la France : « les membres de l'école dite cléricale des économistes académiques <...> travaillaient étroitement avec un groupe de puissants et riches hommes d'affaires <...>. Leur objectif commun était l'installation du système de la science économique américaine prônant le 'laissez-faire' » (Furner, 1975, p. 37). A la fin du 19^{ème} et au début du 20^{ème} siècle, le contrôle extérieur par la communauté des hommes d'affaires de l'institutionnalisation de la profession d'économiste dans ce pays fut très fort.

Nous pouvons constater que tous les courants de la pensée économique pratiqués au 19^{ème} siècle et au début du 20^{ème} siècle étaient étroitement liés avec la question sociale. Le courant en provenance d'Adam Smith prônait une position passive (ne rien faire) envers cette question. Le marxisme prônait une solution radicale de cette question par l'abolition du capitalisme. Par contre, les écoles de Schmoller et de Commons proposaient des solutions à

cette question dans le cadre du capitalisme, sur la base d'études détaillées des manifestations de cette question (Grimmer-Solem, 2003 ; Rutherford, 2012). Aux Etats-Unis, les attaques politiques sur les économistes progressistes « ont conduit ces derniers à restreindre leur activité académique sur des terrains intellectuels 'sécurisés' ». A partir de cette époque, l'économie néo-classique, et surtout sous sa forme mathématique, était idéale pour servir un tel terrain. C'est la raison pour laquelle elle est devenue « une stratégie de recherche attractive pour les économistes américains, particulièrement pour les jeunes générations qui devaient se faire une position universitaire » (Fourcade, 2009, pp. 79 – 80). Les intérêts purement politiques et économiques qui étaient derrière ces attaques étaient camouflés par le discours fallacieux sur la nécessité de passer du plaidoyer (*advocacy*) à l'objectivité. Ce passage signifiait en réalité *le refus d'étudier objectivement la réalité* afin de résoudre certains problèmes socio-politico-économiques brûlants en faveur de *l'étude de constructions abstraites de mondes imaginaires* légitimant le statu quo et évitant d'aborder des sujets dérangeants pour l'establishment. Le financement sélectif de la recherche économique de la part des universités, du gouvernement, de la communauté des affaires et des fondations caritatives jouait également un rôle important pour la diminution graduelle des courants de la pensée économique différents de l'économie néo-classique et considérés comme dérangeants (Goodwin, 1998, pp. 54, 78 – 79).

Au croisement des 19^{ème} et 20^{ème} siècles, il y avait toutefois deux îlots de la science économique : l'école allemande de Gustav Schmoller et celle de John Commons aux Etats-Unis. Entre les deux guerres, il y eut un renforcement de la profession (l'institution) des économistes comme *enseignants de la philosophie économique libérale*. La philosophie économique anti-libérale (future hétérodoxie) n'était présente que très faiblement dans la profession. Après la seconde guerre mondiale, une intégration du keynésianisme dans le courant dominant en économie a eu lieu à cause de la crise économique d'avant-guerre. La théorie du multiplicateur de Keynes n'a pas véritablement expliqué la crise des années trente, mais elle servait de justification pour la politique économique des gouvernements de la régulation du capitalisme profondément instable (Cohen, 2009, p. 127). Comme l'a souligné Schumpeter, la définition des notions fondamentales de la *Théorie générale* de Keynes (propension à consommer, attitude envers la liquidité, efficacité marginale du capital) n'a été précédée par aucune recherche empirique (Schumpeter, 1983, p. 74). Keynes, élève de Marshall, est également touché par la méthodologie de J.S. Mill, et le mot peut-être le plus souvent utilisé dans le texte de sa *Théorie générale* est « supposons ». Le message de Schmoller et de Commons à propos de la régulation du capitalisme était déjà oublié, et le message de Keynes fut reçu comme une révélation. Quand Keynes est venu à Washington en 1934, il a vu que « le gouvernement [américain] lui-même devint subitement un investisseur économique important » ; « ainsi quand la *Théorie générale* parut en 1936, elle apportait moins un nouveau programme d'action radicale qu'une défense de l'action déjà entreprise » (Heilbroner, 1971, p. 261).

En ce qui concerne l'institutionnalisation de l'économie politique marxiste, elle ne s'est réalisée totalement que dans les pays socialistes. Avant la chute des régimes communistes, certains îlots de l'économie politique marxiste existaient dans les pays occidentaux, y compris au sein des universités. Thierry Pouch dans son livre, *Les économistes français et le marxisme. Apogée et déclin d'un discours critique (1950 – 2000)*, situe l'apogée

du marxisme en économie en France de 1961 à 1978. C'est à cette époque qu'a eu lieu l'entrée du marxisme dans les universités : « Les marxistes occupent à ce moment de l'histoire universitaire de la science économique, une position favorable. Ils savent que la jeunesse étudiante s'est radicalisée et la théorie orthodoxe est sur la défensive » (Pouch, 2001, p. 83). La demande de l'économie politique marxiste s'exprime non seulement par les étudiants radicalisés mais aussi par une partie assez importante de la société française, avec le Parti Communiste Français comme force politique influente. Dans la France de cette période, « le 'monde socialiste' se présente toujours, malgré ses vicissitudes internes, à la fois comme un adversaire ou un rival, et comme une alternative, au regard des soubresauts qui marquent les années 1970 » (Chavance, 1980, p. 7). La demande pour l'économie politique du socialisme en Union Soviétique de la part de ses dirigeants était déterminée par le fait que « les attitudes mentales des citoyens soviétiques avaient subi des changements après la deuxième guerre mondiale. Les conditions de guerre, en dépit du régime totalitaire existant, ont 'forcé' les gens à réfléchir de façon critique, à prendre leurs propres décisions, et non pas seulement à espérer les 'indications dirigeantes' du Parti. Durant la libération de l'Europe du fascisme, les hommes soviétiques ont vu de leurs propres yeux le niveau de vie de la population des pays capitalistes <...> Après la deuxième guerre mondiale, la tâche extrêmement urgente était la justification de la suprématie du mode de vie soviétique sur le mode de vie capitaliste » (Demitcheva, 2008, p. 209). L'économie politique du socialisme devait jouer un rôle important dans cette justification.

Après la fin de la guerre, la profession des économistes était également au service de la guerre froide à l'Ouest (Amadae, 2003) et également à l'Est. La Société du Mont Pèlerin a joué un rôle important dans l'évolution de la profession des économistes dans cette direction (Mirowski and Plehwe, 2009). Elle a contribué beaucoup à la montée du néolibéralisme à l'Ouest, et en même temps à la dominance totale de l'orthodoxie dans la profession des économistes. Cela a provoqué la lutte des économistes hétérodoxes occidentaux pour leur survie. Cette lutte a reçu un nouvel élan après l'arrivée de la crise de 2007, mais pourtant l'orthodoxie économique s'est bien sortie de l'épreuve de cette crise (Mirowski, 2013). En surveillant de près le développement de la discipline économique dans la Russie contemporaine, je peux constater que la transition de l'enseignement de l'économie politique marxiste vers l'économie néoclassique a été réalisée assez facilement dans les universités russes. A mon avis, cela s'explique du fait que les enseignants économistes russes ont été habitués à enseigner une idéologie-utopie. Le passage à l'enseignement d'une autre idéologie-utopie n'a pas posé pas de gros problèmes à cause de leur grand savoir-faire dans l'enseignement idéologique. Je peux témoigner également que les économistes soviétiques n'avaient pas de contact direct avec l'objet d'étude - les acteurs -, et qu'ils avaient beaucoup de mal à comprendre la réalité économique soviétique sur la base des notions marxistes, mais ce n'était pas là leur principal objectif ; leurs livres et articles fluctuaient en fonction des décisions des congrès et des réunions plénières du Comité Central du Parti. Les décisions du Parti n'étaient pas faites sur la base des recherches des économistes, mais au contraire la tâche des économistes était de justifier et de répandre ces décisions.

Après la dissolution de l'Union Soviétique, la réorientation de la profession des économistes russes vers l'économie néoclassique, comme cela avait eu lieu un siècle avant en France, en Angleterre et aux Etats-Unis, était effectuée sous la forte influence de l'Occident et

des industriels locaux. Deux nouvelles écoles supérieures économiques (universités) ont été créées à Moscou avec l'assistance de l'Occident : Ecole des hautes études en sciences économiques (Higher School of Economics, HSE) et Ecole économique russe (New Economic School, NES). Actuellement le président de HSE est le président de l'Union russe des industriels et entrepreneurs, et le dirigeant scientifique actuel de cette école a commencé sa carrière post-soviétique au sein de cette Union, et à présent il est le président de la fondation « Mission libérale » à Moscou. Le conseil d'administration de NES est dominé par les grands industriels et entrepreneurs russes. Ces deux écoles, surtout la première, ont déterminé les standards de l'enseignement économique universitaire adoptés par le Ministère de l'éducation et de la science de la Russie, et les autres universités ont été obligés de suivre ces standards. D'une part, les économistes russes ne contestent pas l'enseignement des cours standards de microéconomie et de macroéconomie, mais d'autre part, certains tentent de résister en douceur à la domination de l'orthodoxie en créant une association d'économie politique avec sa revue.

La question fondamentale à propos de l'évolution de la profession des économistes vient naturellement de savoir pourquoi le développement de la discipline économique n'a pas pris la direction de Steuart, mais celle de Smith, et pourquoi les ilots de cette direction surgis en Allemagne (l'école de Schmoller) et aux Etats-Unis (l'école de Commons) ont été écartés. Le reste de cette section répondra à ces deux questions. Actuellement, la littérature méthodologique en économie ne dépasse pas le modèle de Thomas Kuhn du fonctionnement des disciplines académiques, à savoir que les scientifiques mènent leurs recherches de façon indépendante en essayant de convaincre leurs confrères du bien-fondé de leurs conclusions théoriques. Les courants de recherches dont les membres arrivent à convaincre la majorité de leurs pairs devraient suivant cette théorie continuer leur développement quand leurs adversaires disparaissent. En réalité, les disciplines académiques fonctionnent différemment. Dans leur fonctionnement, elles suivent les règles formelles et informelles de leur profession. La compréhension de ce qui est convaincant et de ce qui ne l'est pas est déterminée par ces règles. Dans les sciences naturelles, c'est la véracité des résultats des expériences qui prime. De plus, les professions sont dépendantes de leur environnement politico-économique qui exprime, effectivement, la demande pour leurs activités. Le fait que dans les sciences naturelles la véracité des résultats des expériences est une exigence incontournable est déterminé par la demande de l'industrie, la médecine, l'agriculture, etc. En ce qui concerne les sciences sociales, et en particulier la discipline économique, l'influence de l'environnement politico-économique est différente. Les groupes au pouvoir au 19^{ème} siècle (à cette époque c'étaient déjà les hommes d'affaires) s'opposaient à l'application de l'approche expérimentale dans la science économique car ils voyaient pour eux dans cette application le danger de fournir, sur la base de cette recherche, des éléments supplémentaires pour la critique du capitalisme contemporain. A contrario, ils étaient très intéressés dans la production et l'enseignement de constructions théoriques abstraites qui justifiaient le laissez-faire (Coats, 1993).

La crise économique et politique de l'entre-deux guerres ne pouvait pas être sans influence sur la communauté des économistes allemands. La *Verein für Sozialpolitik* a été dissoute en 1936 avec l'arrivée au pouvoir des Nazis. Après la Deuxième Guerre Mondiale, la présence militaire de l'U.R.S.S. en Allemagne de l'Est et celle des Etats-Unis en Allemagne

de l'Ouest ont prédéterminé le règne de l'économie politique marxiste-léniniste dans une partie de l'Allemagne et de l'économie néo-classique dans l'autre. Au moins à partir de la chute du mur de Berlin, « l'économie néo-classique était et est toujours dominante en Allemagne <...> Tout récemment encore on disait que 'Schmoller était condamné et fustigé à jamais' » (Peukert, 2001, p. 72). La recherche et l'activité réformatrice de l'école de Commons à l'université du Wisconsin ont été à l'époque très appréciées par le gouverneur de cet état, La Follette, et le président Roosevelt⁷. En ce qui concerne les causes de la fin de l'école de Commons, il faut souligner qu'auparavant les activités de cette école étaient financièrement fortement soutenues par les grandes compagnies (*big business*) (Harter, 1962, p. 72). A mon avis, le monde des affaires soutenait les recherches de Commons parce qu'au début d 20^{ème} siècle ce monde était intéressé à résoudre la question sociale et de cette façon à éviter l'aggravation des conflits sociaux. Quand cette tâche de réforme sociale fut accomplie, le monde des affaires a perdu son intérêt pour la recherche institutionnelle, et c'est pour cette raison que l'extension de ce type de recherche à d'autres domaines comme la régulation bancaire et financière n'a pas eu lieu.

Et donc, nous pouvons conclure que l'évolution de la discipline économique, guidée par certaines forces économiques et politiques, a conduit celle-ci, d'une part à se mettre au service idéologique des détenteurs de capitaux (c'est le courant « mainstream »), et d'autre part à servir de support idéologique de leurs adversaires radicaux ou modérés (c'est le courant hétérodoxe). Et durant les trois dernières décennies, surtout après la chute du mur de Berlin, la mise au service de la discipline économique au profit des détenteurs de capitaux a beaucoup augmenté, et la disponibilité de la discipline économique pour leurs adversaires a fortement baissé. Dans tous les pays occidentaux et en Russie, les économistes hétérodoxes sont obligés de créer leurs propres associations afin de se défendre contre l'extinction académique. En plus des fonctions traditionnelles des associations des économistes enseignants-chercheurs, ces associations dans certains pays jouent en fait le rôle de lobbyistes pour obtenir des ressources du gouvernement en faveur de leurs partisans.

Avec l'affaiblissement des partis communistes, et le fait que la social-démocratie européenne tend de plus en plus vers la droite, les économistes marxistes ont évolué un peu partout comme keynésiens ou institutionnalistes vébleniens. Durant les longues décennies de

⁷Le Président Théodore Roosevelt caractérisait les résultats obtenus dans le Wisconsin de la façon suivante : "Thanks to the movement for genuinely democratic popular government which Senator La Follette led to overwhelming victory in Wisconsin, that state has become literally a laboratory for wise experimental legislation aiming to secure the social and political betterment of the people as a whole <...> All through the Union we need to learn the Wisconsin lesson of scientific popular self-help, and of patient care in radical legislation. The American people have made up their minds that there is to be a change for the better in their political, their social, and their economic conditions; and the prime need of the present day is practically to develop the new machinery necessary for this new task. It is no easy matter actually to insure, instead of merely talking about, a measurable equality of opportunity for all men. It is no easy matter to make this Republic genuinely an industrial as well as a political democracy. It is no easy matter to secure justice for those who in the past have not received it, and at the same time to see that no injustice is meted out to others in the process. It is no easy matter to keep the balance level and make it evident that we have set our faces like flint against seeing this government turned into either government by a plutocracy, or government by a mob. It is no easy matter to give the public their proper control over corporations and big business, and yet to prevent abuse of that control. Wisconsin has achieved a really remarkable success along each and every one of those lines of difficult endeavor." (McCarthy, 1912, pp. 2-3)

son évolution d'avant et d'après-guerre, la profession des économistes était complètement atteinte par la « maladie de Mill » («L'économie politique raisonne, et doit, nous soutenons cette thèse, nécessairement raisonner, à partir de suppositions, et non de faits» (Mill, 1994, p. 56)), et elle n'était plus déjà en état de revenir au paradigme scientifique de Schmoller et Commons. Et voilà déjà plus de dix ans que peu de choses évoluent en dépit des mouvements divers de protestations des étudiants économistes et des fiascos permanents dans la compréhension, l'explication et les prévisions des phénomènes économiques. Les écoles de Schmoller et Commons ont réussi en leur temps non seulement à apporter la connaissance de la réalité aux gouvernements et au public, mais aussi à développer et à prêcher les idées de coopération entre les représentants des différentes classes sociales et d'amélioration progressive du capitalisme en faveur des salariés et autres travailleurs.

3. La discipline économique et la démocratie

L'institution de la discipline économique créée au 19^{ème} siècle dans le cadre des universités, très touchées par leur histoire médiévale et subordonnées au nouvel establishment capitaliste, a mené cette discipline vers l'incarnation de l'idéologie favorisant les intérêts de cet establishment. Robert Heilbroner pose la question : « Pourquoi la discipline économique bénéficie-t-elle d'un tel prestige ? ». Et il donne la réponse suivante : « [Elle bénéficie d'un tel prestige à cause de] son service comme idéologie – non pas une étroite apologie consciemment égoïste – mais [c'est] un système de croyances du genre de celui qui accompagne et soutient tous les ordres sociaux. Le but de ces systèmes de croyances est de fournir la certitude morale qui est la condition préalable à la paix politique et sociale des esprits, tant pour les éléments dominants dans tout ordre social que pour ses éléments subordonnés. Nul doute que cette tranquillité d'esprit est toujours teintée de doute ou entachée d'hypocrisie, mais à la fin, les ordres sociaux à tous les niveaux de la hiérarchie exigent une certaine somme de connaissances et un ensemble de croyances auxquelles s'adresser. Les sociétés primitives ont leurs mythes et des interprétations de la nature, les sociétés dirigées leurs textes sacrés. Non pas exclusivement, mais non pas aussi d'une façon triviale, la discipline économique sert cet objectif pour le capitalisme en tant qu'ordre social » (Heilbroner, 2004, pp. 629 – 630). Cet auteur de la remarquable histoire de la pensée économique avait avoué qu'il était « plus intéressé par la discipline économique en tant que voile qui obscurcit notre compréhension sociale que comme technique pour découvrir comment notre société fonctionne. Qu'est-ce que le voile obscurcit? Que le système de prix est également un système de pouvoir; ... Que l'objet couvert par le voile n'est pas une collection d'individus mais un ordre social spécifique à laquelle nous donnons le nom de capitalisme » (Heilbroner, 1988, pp. 7 - 8).

Robert Heilbroner a très bien compris le caractère «théologique» de l'économie dominante et transformé la notion de vision de Schumpeter de la façon suivante: « Par vision, nous entendons les espoirs politiques et les craintes, les stéréotypes sociaux et les jugements de valeur ... qui infusent toute pensée sociale» (Heilbroner et Milberg, 1995, p. 4). Avec son co-auteur, Heilbroner appelle les économistes « mainstream » à changer leur vision actuelle concentrée sur le laissez-faire en faveur de « la reconnaissance de la nécessité d'un élargissement et d'un approfondissement de la pénétration des orientations publiques dans le

fonctionnement du capitalisme lui-même » (ibid., p. 11). C'est exactement ce que John Commons a essayé de faire. La vision de la réalité sociale, sur laquelle les économistes se basent et qu'ils développent, influence les étudiants et la société dans son ensemble. *Aujourd'hui les économistes n'enseignent pas comment les marchés fonctionnent, mais ce qu'ils enseignent est la vision de la réalité sociale comme marché.* Adam Smith a exprimé cette vision de la manière suivante dans la *Richesse des nations* : « Ce n'est pas de la bienveillance du boucher, du marchand de bière et du boulanger, que nous attendons notre dîner, mais bien du soin qu'ils apportent à leurs intérêts. Nous ne nous adressons pas à leur humanité, mais à leur égoïsme ; et ce n'est jamais de nos besoins que nous leur parlons, c'est toujours de leur avantage » (Livre I, ch. 2) ; « Chaque homme subsiste d'échanges et devient une espèce de marchand, et la société elle-même est proprement une société commerçante » (Livre I, ch. 4) ; « À la vérité, son intention, en général, n'est pas en cela de servir l'intérêt public, et il ne sait même pas jusqu'à quel point il peut être utile à la société. En préférant le succès de l'industrie nationale à celui de l'industrie étrangère, il ne pense qu'à se donner personnellement une plus grande sûreté ; et en dirigeant cette industrie de manière à ce que son produit ait le plus de valeur possible, il ne pense qu'à son propre gain ; en cela, comme dans beaucoup d'autres cas, il est conduit par une main invisible à remplir une fin qui n'entre nullement dans ses intentions ; et ce n'est pas toujours ce qu'il y a de plus mal pour la société, que cette fin n'entre pour rien dans ses intentions. Tout en ne cherchant que son intérêt personnel, il travaille souvent d'une manière bien plus efficace pour l'intérêt de la société, que s'il avait réellement pour but d'y travailler. Je n'ai jamais vu que ceux qui aspiraient, dans leurs entreprises de commerce, à travailler pour le bien général, aient fait beaucoup de bonnes choses. Il est vrai que cette belle passion n'est pas très commune parmi les marchands, et qu'il ne faudrait pas de longs discours pour les en guérir. » (Livre IV, ch. 2).

Les économistes, Joseph Schumpeter, Anthony Downs, Kenneth Arrow, James Buchanan et Gordon Tullock, ont contribué beaucoup à l'application à la démocratie de la vision de la réalité sociale comme marché: « La théorie économique de la démocratie a assimilé les citoyens à des consommateurs fondamentalement passifs et a vu dans le processus politique un conflit entre intérêts concurrents plutôt qu'une recherche du bien commun » (Girand et Le Goff, 2010, p. 15). Suivant cette vision de la démocratie, l'électeur se comporterait électoralement comme consommateur-acheteur en faisant son choix entre partis politiques, et les partis agiraient comme producteurs-vendeurs en présentant leurs programmes électoraux (Downs, 2013). Les courants économiques hétérodoxes actuels ne sont pas en état de riposter à ces idées, quand la notion de « citoyen » n'existe pas dans ces courants. Par contre, chez Commons, la notion de « citoyen d'une organisation » (citizen of going concerns) était une des idées centrales de sa philosophie économique (Chavance, 2012).

Le courant de la démocratie délibérative dans la philosophie politique et la science politique émerge à la fin des années 1980 pour riposter contre le système d'idées qui a rejeté « l'idée de bien commun, associée à la notion de volonté générale », et a dénié « la figure du citoyen actif et investi dans la participation à la vie politique » (Girand et Le Goff, 2010, p. 13). Jürgen Habermas a beaucoup contribué au développement des idées sur la démocratie délibérative.

Le modèle de l'action rationnelle prend comme point de départ le point de vue que l'acteur est principalement orienté vers l'atteinte d'une finalité qui est exprimée sous la forme

suffisamment précise de ses objectifs. Suivant ce modèle, l'individu rationnel fait son choix des moyens qui lui paraissent appropriés dans une situation donnée ; il calcule les conséquences prévisibles de son action et fait son choix pour atteindre son objectif qui est considéré comme succès. Habermas appelle ce type d'action, *l'action instrumentale*. Il nomme l'action orientée vers le succès *action stratégique*, quand l'acteur suit les règles du choix rationnel et évalue l'efficacité de son influence sur les décisions de son opposant. Les actions instrumentales peuvent être subordonnées aux interactions sociales, mais les actions stratégiques sont des actions sociales par elles-mêmes. Habermas parle de *l'agir communicationnel* quand les actions des agents impliqués sont coordonnées non par le calcul égocentrique du succès mais par la recherche de l'atteinte de la compréhension : « Dans l'agir communicationnel les participants ne sont pas essentiellement orientés vers leurs propres succès individuels ; ils poursuivent leurs objectifs individuels sous la condition qu'ils peuvent harmoniser leurs plans d'action sur la base des définitions communes de la situation. De cette façon, la négociation des définitions de la situation est un élément essentiel à la réussite interprétative requise pour l'agir communicationnel » (Habermas, 1984, pp. 285 – 286). Dans mon exposé des idées de Habermas orienté vers la discipline économique, je vais suivre l'article de Jon D. Wisman « The scope and goals of economic science. A Habermasian perspective » (Wisman, 1990). La notion centrale introduite par Habermas est la notion de l'agir communicationnel. C'est au travers de cette notion qu'il propose de considérer les relations sociales (Ibid., p. 112).

Orientation de l'action	Orientée vers le succès	Orientée vers l'atteinte de la compréhension
Situation de l'action		
Non-sociale	Action instrumentale	----
Sociale	Action stratégique	Agir communicationnel

Tableau 2 : Types d'action. Source : (Habermas, 1984, p. 285)

Habermas envisage l'existence de deux types de connaissances. L'une s'exprime par son caractère instrumental, rationnel du point de vue de l'obtention des objectifs, et dans laquelle ces objectifs sont considérés comme donnés. Cette forme de rationalité se limite à la découverte de stratégies efficaces pour atteindre ces objectifs. Par contre, dans la pratique sociale de l'interaction, la connaissance fournit juste ce qui devrait constituer des normes ou

des objectifs appropriés. L'obtention de cette connaissance est effectuée par la communication intersubjective qui est régie par la liaison des normes consensuelles, lesquelles définissent les attentes réciproques à propos du comportement, et qui doivent être comprises et reconnues par au moins deux sujets agissants. La recherche de la vérité dans l'agir communicationnel implique une forme de rationalité qu'Habermas appelle « communicative ». Les acteurs impliqués dans l'interaction sociale doivent s'efforcer de comprendre les sens des autres. Habermas appelle les sciences qui étudient le domaine de l'interaction sociale « culturelles », ou « historico-herméneutiques ». Ces sciences acquièrent des connaissances dans un cadre méthodologique différent des sciences naturelles. Dans ces sciences, le sens ou la validité des propositions ne sont pas constitués par la maîtrise du contrôle des objets étudiés, et les expériences ne sont pas organisées autour de la réussite de l'opération effectuée. L'accès aux faits est assuré par la compréhension du sens que les personnes donnent à ce qu'ils font et à leur environnement, et non par la simple observation. La vérification des hypothèses à propos des régularités dans les sciences naturelles a sa contrepartie dans les sciences culturelles dans l'interprétation des textes (Ibid., p. 113). En outre, du point de vue d'Habermas, dans la mesure où la science économique ignore l'interaction sociale, elle n'est pas tout à fait capable de comprendre l'évolution de la capacité productive de la société. La rationalité s'incarne non seulement dans les extensions de l'action rationnelle orientée vers l'atteinte d'un objectif, c'est-à-dire les technologies, les stratégies, les organisations et les qualifications, mais aussi dans les médiations de l'agir communicationnel, comme les mécanismes de régulation des conflits, dans les visions du monde, et dans les formations de l'identité (Ibid., p. 114).

L'économie positiviste insiste sur le fait que les valeurs sont au-delà de la portée de la science. Comme le dit Friedman, les questions de valeur impliquent des « différences sur lesquelles les hommes ne peuvent finalement que se battre » (Friedman 1953, p. 5). Habermas n'est pas d'accord avec cela. Toutes les prétentions aux connaissances, qu'il s'agisse des faits ou des normes appropriées ou des valeurs, doivent être soutenues par la raison. C'est seulement par le biais de l'interaction communicative que les prétentions aux connaissances peuvent être revues ou acceptées conjointement. Habermas rejette l'espoir traditionnel de trouver un critère solide sécurisé pour juger toutes les prétentions à la connaissance. Au contraire, c'est seulement à travers la communication, l'interaction intersubjective, que les prétentions à la connaissance peuvent être soutenues (Wisman, 1990, p. 116). La perspective d'Habermas suggère que la science économique doit s'adresser à la pratique sociale de l'interaction. Les économistes ne dicteraient plus les finalités et les objectifs appropriés : « Dans un processus de clarification, il ne peut y avoir que des participants [de l'interaction] » (Habermas, 1974, p. 40). Au lieu de fixer les finalités et les objectifs, les économistes devraient participer au processus de clarification publique, de façon à déterminer exactement quelles finalités ou objectifs pourraient constituer le bon et juste ordre économique. Ils participeront dans la « sphère publique » dans laquelle « l'opinion publique » se forme. Cette sphère publique pour Habermas est l'endroit où les citoyens discutent ouvertement des questions d'intérêt social général sur un mode d'égalité. Ils se réunissent, non en tant que sujets d'un État ou en tant qu'individus poursuivant leurs propres intérêts économiques, mais comme des citoyens (Wisman, 1990, p. 117).

Du point de vue d'Habermas, l'économie keynésienne est une composante importante d'une idéologie, dont le « succès singulier » est de détacher l'auto-compréhension de la société du cadre de référence de l'agir communicationnel et des concepts d'interaction symbolique, et de le remplacer par un modèle scientifique. En conséquence, l'auto-compréhension du monde de la vie sociale définie culturellement est remplacée par l'auto-réification des hommes (objectivation de leur comportement) en termes de catégories de l'action téléologique rationnelle et du comportement adaptatif. (Habermas, 1970, pp. 105-106 ; Wisman, 1990, p. 119). Habermas insiste sur le fait que la liberté individuelle doit être comprise plus largement que juste purement « un droit abstrait », car l'individu ne peut être libre que si tout le monde est libre, et tous ne peuvent être libres que si tous sont libres dans la communauté (Habermas in Dewes, 1986, p. 147). Habermas est un démocrate dans le sens le plus large du terme. Il favorise les processus politiques d'ouverture dans lesquels tous participent dans la détermination de leur destin collectif. Il est pour « la clarification de la volonté politique qui ne devient effective qu'au sein de la communication entre les citoyens » (Habermas, 1970, p. 75). Selon lui, l'humanité doit se construire en toute volonté et conscience, ce qui exigera des institutions sociales qui offrent le maximum d'espace pour des interactions humaines libres, et pour un discours politique non-coercitif. C'est seulement au travers d'un tel discours que le consensus rationnel sur la vérité pourra être atteint. Pour que ce consensus soit en fait rationnel, il faut que les participants au discours disent des choses compréhensibles par tous, que ces choses soient vraies, que ces participants soient qualifiés pour présenter ces prétentions, et enfin qu'ils doivent être sincères en les présentant. Habermas appelle ce type de situation, la « situation idéale du discours » (Wisman, 1990, p. 120). Son idéal est la communication non faussée, quand les participants dans le discours mettent de côté toutes les motivations autres que la poursuite de l'accord sur la base de la meilleure argumentation raisonnée.

Au contraire, suivant la vision de la société comme marché, le processus d'interaction est instrumental ou stratégique, c'est-à-dire que l'objectif de l'individu est de persuader l'autre pour l'amener à se comporter conformément à ses intérêts propres. Dans ce cas, la communication non faussée n'est pas considérée comme idéale. Dans le marché, si par hasard la communication non faussée apporte des bénéfices supplémentaires, tant mieux ; mais si la communication faussée apporte plus de profits, alors c'est elle qui sera considérée comme idéale. Ce type de manipulation du comportement de l'autre perpétue l'ordre social dans lequel « les personnes font leur histoire avec leur volonté, mais sans conscience » (Habermas, 1970, p. 118). L'économie néoclassique accepte sans critique cette instrumentalisation opportuniste, et de cette façon ne satisfait pas les normes qu'Habermas met pour les théories sociales. Habermas et l'économie néoclassique ont des conceptions totalement différentes de la nature humaine. L'économie dominante suppose que tous les comportements ne sont pas seulement égoïstes, mais ce sont aussi des comportements calculateurs égoïstes. Par contre, Habermas pense que le comportement humain peut être égoïste, mais pas calculateur : « Je parle de l'agir communicationnel quand les interactions sociales sont coordonnées non pas au travers de calculs égocentriques orientés vers le succès de chaque individu, mais au travers de l'accomplissement coopératif de la compréhension entre les participants » (Habermas, 1982, p. 264 ; Wisman, 1990, pp. 121-122).

Ces idées étaient développées également par Karl-Otto Apel dans sa conception de *l'éthique de la discussion*, dont les principes normatifs sont les suivants :

« 1° Tous les partenaires possibles de discussion doivent se reconnaître les uns les autres comme pourvus de *droits égaux* à représenter leurs intérêts par des arguments.

2° Tous les partenaires possibles de discussion sont supposés porter une *égale co-responsabilité* dans l'identification et la solution des problèmes du monde de la vie au moyen du discours argumentatif <...>

3° Si le besoin survient de résoudre des problèmes *moraux* par le discours argumentatif, alors, autant qu'il est possible, des *discussions pratiques* doivent être mises en œuvre. Il s'agit là de discussions qui, conformément aux deux premières normes fondamentales (celles de la solidarité discursive) et à la *postulation générale de consensus du discours argumentatif*, se trouvent soumises au principe régulateur suivant : doivent être établies les normes matérielles qui, au cas où elles sont suivies de façon générale, auront probablement des conséquences acceptables par toutes les personnes concernées » (Apel, 2001, pp. 70 – 71).

Peter Ulrich a incorporé le concept de l'éthique de la discussion dans sa conception de *l'éthique économique intégrative*. Il considère la « situation idéale du discours » définie par Habermas comme communication non faussée, en tant qu'idée régulatrice de la *communauté communicative idéale*. D'après lui, cette idée n'est rien d'autre que l'interprétation du point de vue de l'éthique de la discussion du point de vue moral (Ulrich, 2008, p. 65). Ulrich indique les fondements suivants de la rationalité communicative : 1) la nécessité de l'attitude visant l'atteinte de la compréhension de tous les participants concernés, 2) leur intérêt prioritaire dans l'action légitime, 3) leur partage de l'éthique de responsabilité, 4) le fonctionnement du discours public comme le « site » de la moralité (Ibid., pp. 67 – 78). Le premier fondement de la rationalité communicative peut être considéré comme rien d'autre que l'exigence de l'intégrité argumentationnelle (Ibid., p. 67), c'est-à-dire la nécessité d'essayer honnêtement de comprendre les arguments de l'autre, et présenter honnêtement ses propres arguments sans imposer son propre point de vue. Le désir mutuel des participants de s'influencer l'un l'autre pour atteindre leurs objectifs individuels est remplacé par le souhait d'arriver à un accord éthiquement rationnel au moyen des arguments (Ibid., p. 69). Le second fondement repose sur « ‘ l'intérêt ’ éthique rationnel, qui n'est rien d'autre que l'auto-engagement moral ‘ motivé ’ par la compréhension réflexive ; autrement dit : la poursuite soit des intérêts privés de l'individu soit des intérêts spéciaux est subordonnée à la condition normative auto-imposée de leur légitimité, c'est-à-dire leur justification en ce qui concerne la préservation de la dignité et des droits moraux inaliénables de toutes les personnes impliquées (Ibid., p. 70). Ce fondement signifie la priorité de la légitimité sur le succès. Le troisième fondement fait appel à l'éthique de la responsabilité qui n'a rien à voir avec le point de vue paternaliste qui n'est en fait que l'expression d'un monologue ; le concept de l'éthique de la discussion remplace ce point de vue en un concept de dialogue responsable entre les participants d'égal à égal. Il s'agit là de la responsabilité inconditionnelle envers ceux qui sont touchés par vos actions, et en tenant compte de leurs légitimes prétentions (Ibid., pp. 71 – 75). Le quatrième et dernier fondement, mais non le moins important, prend en compte le fait que la communication a toujours lieu dans un certain contexte institutionnel. La communauté communicative idéale avec son intégrité argumentatrice ne peut exister en dehors de ce contexte. L'exercice de l'éthique de la discussion dans une communauté exige l'existence préalable du discours public comme une

sphère publique illimitée impliquant tous les citoyens responsables (Ibid., pp. 75 – 78). Il s'agit en pratique de la nécessité d'introduire la *démocratie délibérative* (Girard et Le Goff, 2010).

La recherche de l'école de John Commons se basait sur l'étude des discours ; les chercheurs étudiaient les discours des acteurs en prenant un contact verbal (discursif) direct avec eux ; ils étudiaient également des textes, tels que différents types de règlements, qui sont l'expression et le résultat des discours. Dans ses écrits théoriques, on trouve des idées normatives concernant la vie économique dans lesquelles on voit bien que Commons est clairement en faveur d'une économie dans laquelle les décisions ne sont pas imposées par les forts, mais sont le résultat de négociations de bonne foi. La philosophie d'Habermas basée sur la conception de l'agir communicationnel, appliquée dans la sphère économique par Wisman et Ulrich, correspond tout à fait à la philosophie économique de Commons exposée dans ses livres *Economie institutionnelle* (1934) et *Economie de l'action collective* (1950), et peut l'enrichir et l'actualiser. Je propose d'appeler la version de la discipline économique, qui inclut cette philosophie enrichie, ainsi que les pratiques de recherche fondées sur les méthodes qualitatives orientées envers l'étude des discours des acteurs, *l'économie discursive*⁸. John Commons était imprégné par les idées démocratiques de John Dewey qui peuvent être résumées par la citation suivante : « Tout gouvernement par les experts dans lequel les masses n'ont pas la possibilité d'informer les experts sur leurs besoins ne peut être autre chose qu'une oligarchie administrée en vue des intérêts de quelques-uns <...> En d'autres termes, le besoin essentiel est l'amélioration des méthodes et des conditions du débat, de la discussion et de la persuasion. Ceci est *le* problème du public. Nous avons affirmé que cette amélioration dépend essentiellement de la libération et du perfectionnement des processus d'enquête et de la dissémination de leurs conclusions. Il est vrai que l'enquête est un travail qui incombe aux experts. Leur qualité d'expert ne se manifeste toutefois pas dans l'élaboration et l'exécution des mesures politiques, mais dans le fait de découvrir et de faire connaître les faits dont les premières dépendent <...> Il n'est pas nécessaire que la masse dispose de la connaissance et de l'habileté nécessaire pour mener les investigations requises ; ce qui est requis est qu'elle ait l'aptitude de juger la portée de la connaissance fournie par d'autres sur les préoccupations communes » (Dewey, 2010, pp. 311, 312). Laure Bazzoli et Véronique Dutraive ont trouvé que John Commons a exprimé ces mêmes idées concernant la vie économique : « Pour Commons, l'idée d'un expert neutre porteur d'un intérêt général abstrait est un leurre dangereux car cela revient pour lui à favoriser la classe dominante, à ignorer les conflits et les inégalités, et à substituer les experts au peuple dans les processus de régulation » (Bazzoli, Dutraive, 2010). Elles invoquent les paroles suivantes de Commons : « L'outsider – l'intellectuel ou le politicien – ne peut jamais atteindre la raisonnable parce qu'il ne peut jamais savoir par expérience tous les faits qui doivent être pris en compte pour définir une règle d'action <...>. La place pertinente de l'expert est celui de l'*agent* et non du *principal* <...>. Si le principal abdique et qu'un gouvernement d'experts prend sa place, le résultat n'est pas moins arbitraire et coercitif que dans toute autre forme d'autocratie. Cela peut être qualifié de "scientifique", mais c'est dissimuler au nom de la science l'ignorance des faits <...>. Seul

⁸ L'économie discursive construit des théories sur la base de la théorisation ancrée (Glaser et Strauss, 2010).

le principal, c'est-à-dire les intérêts en question, doit décider » (Commons, 1919, pp. 176-177).

Bazzoli et Dutraive (2010 ; 2014) ont bien remarqué la liaison étroite entre les idées démocratiques de Dewey et Commons en mettant « en avant les proximités fortes de ces deux auteurs sur leur philosophie sociale, leur éthique démocratique et leur visée réformatrice ; ces proximités étant ancrées dans la conception de l'enquête sociale portée par le pragmatisme de Dewey dans laquelle Commons se place pour le coup explicitement <...> Commons étend la philosophie pragmatiste de la démocratie de Dewey, du domaine social général au domaine de l'économie, du niveau philosophique au niveau institutionnel ». Elles ont parfaitement raison en soulignant que « si les pensées de ces deux auteurs sont spécifiques, elles sont fondées sur une même conception de l'individu et du social, et montrent chacune à leur manière que la démocratie est un processus expérimental d'auto-correction des règles sociales adapté à la pluralité des croyances, des valeurs, des intérêts et que la participation des citoyens au développement et à la transformation des institutions est essentielle au progrès humain, individuel et collectif ». Ces passages dans l'article de Laure Bazzoli et Véronique Dutraive sont vraiment magnifiques : « Dewey établit une continuité forte entre la question de la connaissance et la question de la démocratie (Zask, 2008, « pas de disparité entre le plan de la science et celui du vivre ensemble », p. 188). En effet, dans la démocratie, comme dans la science, les processus à l'œuvre sont de nature expérimentale : les fins, les problèmes, les solutions ne sont pas donnés mais à formuler et valider par l'enquête en fonction des conséquences produites dans la vie et à faire évoluer au contact des faits nouveaux ; c'est un processus d'auto-correction des valeurs et des institutions. On pourrait dire que Dewey défend que la démocratie, comme la science, remplace les méthodes non expérimentales de définition des opinions (les méthodes d'autorité, de ténacité et *a priori* pour reprendre les expressions de Peirce (1878) ; la méthode de la coercition, Dewey (2002) par la méthode de l'expérience qui implique discussion, participation, communauté. Et on peut ajouter que si la démocratie met en œuvre la méthode de l'enquête, c'est parce que l'enquête est elle-même, comme le souligne Zask (2008), un mode de vie démocratique <...> C'est ainsi en imaginant de nouvelles formes d'action collective ancrées dans l'enquête et l'expression des intérêts économiques que Commons a cherché à entendre les processus démocratiques pour « discipliner les autocraties financières et industrielles », ce que ses étudiants ont appelé « sa révolution radicale des idées » (Chasse, 1991) et qui constitue pour nous sa contribution pratique à la philosophie pragmatiste de la démocratie » (Bazzoli et Dutraive, 2010). Comme nous l'avons vu, les enquêtes, auxquelles se réfèrent ces deux auteurs, telles qu'effectuées par Commons et ses disciples, étaient basées sur les méthodes qualitatives comme la recherche-action, les interviews et les observations participantes.

Robert Fossaert a introduit la notion de discours social qui est l'ensemble des pratiques et représentations — communes ou spécialisées — observables dans une société donnée. Cet ensemble est chargé de besoins, de valeurs, ainsi que de tous les savoirs, croyances et normes. Les valeurs « fondamentales » constituent un échantillon privilégié du discours social. Tant que ces valeurs demeurent de simples spéculations philosophiques, leur efficacité sociale est négligeable ; mais ces valeurs « deviennent des forces matérielles en s'emparant des masses » (Fossaert, 1983, ch. 11, p. 12, 14). Les économistes-chercheurs doivent être à l'écoute de ce discours social qui a lieu dans un ensemble de personnes (une communauté), étudier ce

discours à partir des actes de langage qu'il contient, pour révéler les règles de leur comportement et les fils narratifs de leurs histoires. Comme je l'ai déjà évoqué, les règles, et les croyances qui les accompagnent en les légitimant, s'expriment justement dans les actes de langage. Ces règles, et les croyances qui les justifient, sont stockées et reproduites par les membres de la communauté sous la forme d'histoires dont les fils narratifs, ensemble avec les règles elles-mêmes, peuvent être identifiés par le chercheur au travers de l'analyse des actes de langage. Le mouvement institutionnaliste des économistes américains dans la première moitié de 20^{ème} siècle a formulé son mot d'ordre comme suit : Science et Contrôle Social (Rutherford, 2011). La science signifiait pour eux la pratique d'enquête sur la base des méthodes qualitatives. En utilisant la terminologie de Commons, nous pouvons dire que le contrôle social était équivalent à la « démocratie collective » (Commons, 1950, p. 24). A mon avis, la discipline économique doit se redresser sur la base de ce mot d'ordre.

Les discours politiques dans le domaine économique sont très influencés par les croyances fournies dans une grande mesure par les philosophies économiques et présentées dans les ouvrages de différents auteurs célèbres, anciens et plus récents, tels que Smith, Marx, Keynes, Hayek, Milton Friedman. Dans les discours politiques actuels à propos des questions économiques, nous pouvons facilement trouver les traces de ces auteurs mais, à ma connaissance, jamais de Gustav Schmoller et John Commons. Pourtant à présent leurs idées devraient être très demandées. Un économiste américain, Robert Reich, ancien secrétaire d'État à l'emploi sous la présidence de Bill Clinton, écrit dans son *Supercapitalisme : Le choc entre le système économique émergent et la démocratie* : « Le capitalisme est devenu plus sensible à ce que nous voulons en tant qu'acheteur individuel de biens, mais la démocratie est devenue moins sensible à ce que nous voulons ensemble en tant que citoyens <...> En conséquence, les consommateurs et les investisseurs ont accès à un plus grand choix et à de meilleurs offres, mais les institutions, qui étaient censé répartir la richesse et protéger ce que les citoyens appréciaient en commun, ont commencé à disparaître. Des entreprises géantes qui ont dominé des industries entières se retirèrent, et les syndicats diminuèrent. Les organismes de régulation s'altèrent. Les PDG ne pouvaient plus être considérés comme les 'hommes d'État' de leurs entreprises. Et comme l'intensification de la concurrence entre les entreprises débordait sur le domaine de la politique, les élus sont devenus moins préoccupés par les administrations et les communautés dans leurs circonscriptions, et plus préoccupés par le fait d'attirer de l'argent pour leurs campagnes. Les lobbyistes ont envahi Washington et d'autres capitales pour influencer les lois et les règles qui leur donneraient un avantage concurrentiel (ou éviter un désavantage concurrentiel) par rapport aux concurrents, et exercer une influence de plus en plus grande sur la prise de décision. Ainsi ce supercapitalisme a remplacé le capitalisme démocratique » (Reich, 2007, pp. 5, 7).

Ce que Robert Reich appelle supercapitalisme n'est rien d'autre que l'application totale de la vision de marché dans le domaine des pratiques de la politique et de la législation. La théorie économique du processus législatif de Richard Posner (Posner, 1998) assimile ce dernier au marché, où les législateurs « vendent » la protection juridique à ceux qui peuvent affecter leurs perspectives électorales avec de l'argent ou des voix. Dans cette théorie, c'est comme dans le marché : le processus législatif est effectué par les individus privés motivés par leur intérêt économique égoïste. Toujours suivant cette théorie, le droit comme dans le marché, utilise les prix équivalents aux coûts alternatifs pour encourager les gens à maximiser

l'efficacité. En fait, nous avons ici une généralisation de la situation quand en cas de violation des obligations juridiques des compensations sont appliquées, et lorsque le résultat de la poursuite n'est pas d'obliger les gens de se conformer à la loi, mais de les obliger à en payer un prix égal au coût alternatif de cette violation. Conformément à cette théorie, les institutions juridiques exécutent la fonction du marché. Dans cette vision, le différend entre des parties à propos de l'utilisation de certains droits de propriété, crée une situation de négociation ou une situation de transaction de marché dans laquelle, cependant, le coût élevé d'une telle opération oblige les parties à s'adresser au tribunal, lequel statuera sur l'exécution de l'échange et non vertu de la justice comme expression de la volonté commune.

La théorie du droit et de la démocratie développée par Habermas est totalement différente : « Selon Habermas, le sens de la démocratie réside, dans la formation d'une volonté commune pouvant se concrétiser dans un droit et dans des institutions démocratiques, à savoir dans une volonté commune obtenue démocratiquement et n'ayant aucune autre vocation que d'affirmer, sur le niveau démocratique, le « nous » juridique sans porter ombrage à l'autonomie privée <...> La volonté commune, ou volonté démocratique, se crée effectivement dans (et par) l'espace public. Les co-sociétaires juridiques doivent être en mesure de se considérer réellement comme auteurs des normes, auxquelles ils sont soumis en tant que destinataires, par une libre formation de l'opinion et de la volonté politique. Le droit issu de l'intersubjectivité, selon Habermas, [est] un espace de participation illimité de la prise de parole. La formation commune et individuelle de la volonté de l'opinion est, dans ce sens, discursive » (Melkevik, 2012, pp. 63, 64). La nature discursive du droit et de la démocratie de Habermas engendre le système de la citoyenneté et de la responsabilité (Dupeyrix, 2012).

4. Un projet pour la profession d'économiste (troïka discursive)

L'enseignement universitaire économique contemporain, et d'une façon générale l'activité académique des économistes du courant dominant, imposent à la société une vision de la réalité sociale en tant que marché. Dans une société construite sur une telle vision, ce sont les propriétaires du capital qui sont avantagés, car dans une telle société, l'argent prend une influence exceptionnellement forte dans toutes les sphères de la vie. Les économistes hétérodoxes contemporains essaient maintenant d'opposer au système existant de l'enseignement et de la recherche économique une diversité théorique et l'éclectisme, conditions qui supposent côte à côte l'exposé de la réalité sociale en tant que marché et les théories économiques basées sur d'autres visions. Le projet de la correction de la profession des économistes prôné par les économistes hétérodoxes est plutôt modeste et résumé par le mot « pluralisme ». La plupart d'entre eux ne désirent pas vraiment arrêter l'enseignement de la microéconomie néoclassique. Bernard Guerrien, en son temps, l'a très bien remarqué en disant de la réaction des économistes au mouvement protestataires des étudiants français en 2000 : « Dans un premier temps, les étudiants français ont obtenu beaucoup de soutien des enseignants et des professeurs : des centaines d'enseignants ont signé des pétitions soutenant leur mouvement - spécialement plaidant pour le « pluralisme » dans l'enseignement des différentes façons d'aborder l'économie. Mais quand les étudiants ont proposé un programme précis d'études, sans "micro 1", "micro 2", "micro 3" ..., sans macroéconomie "avec fondements microéconomique" ou avec un "agent représentatif", presque tous les enseignants

ont refusé, compte tenu que c'était "trop" parce que " les étudiants doivent apprendre toutes ces choses, même avec quelques détails mathématiques". Quand vous leur demandez " pourquoi? ", la réponse va généralement être quelque chose comme ceci : "Eh bien, même si nous, personnellement, n'utilisons jamais ce genre de " théorie " ou "d'outils" enseignés dans les cours de microéconomie (puisque nous sommes régulationnistes, évolutionnistes, institutionnalistes, conventionnalistes, etc.) il y a sûrement des gens qui les "utilisent" et les "appliquent", même si c'est d'une façon " irréaliste" ou "excessive" » (Guerrien, 2003, p. 105). Jacques Généreux a donné une explication très claire and convaincante de cette situation : « Serais-je seul à oser dire que le désintérêt ou le manque de disponibilité des enseignants pour l'enseignement est l'une des causes essentielles de l'abus des mathématiques dans les « fichiers de TD », les exercices demandés aux étudiants et les sujets d'examens ? C'est qu'il faut vingt minutes pour corriger correctement une longue dissertation d'économie, et cinq minutes pour compter les points sur un long exercice de microéconomie. Passer le TD à corriger des exercices de maths ne demande quasiment aucune préparation préalable et limite le dialogue avec les étudiants, dans un univers technique et bien balisé qui protège l'enseignant des intrusions dans le réel et dans l'histoire, ce qui exigerait de lui une culture qui lui fait souvent défaut » (Généreux, 2001, p. 23). C'est l'absence de goût et d'intérêt pour le « réel » actuel ou passé (l'histoire) qui unit les néoclassiques purs et durs avec beaucoup des plaideurs du pluralisme dont Guerrien a parlé. A mon sens, le pluralisme des mondes imaginaires, même si le « degré d'imagination » varie d'une école hétérodoxe à l'autre, ne résoudra pas le problème de l'incapacité de la profession d'économiste à apporter à la société la compréhension de la réalité économique et à prévoir les phénomènes comme la crise de 2007.

A l'époque de Schmoller, la question du pluralisme dans l'enseignement économique universitaire se posait déjà, même s'il n'y avait pas autant de courants que maintenant. Voilà comment il s'est exprimé à ce sujet : « Et l'on pourra certainement admettre en pratique que lorsqu'il existera dans le domaine des sciences d'Etat et des disciplines voisines des points de vue différents extrêmement opposés, on doit donner à tous des moyens égaux pour s'affirmer, tant qu'ils s'appuieront entièrement sur le terrain du savoir acquis et des meilleures méthodes scientifiques, et tant que leurs représentants offriront par leur caractère la garantie que leur conviction n'est pas le produit de leur passion, de leur intérêt de classe, de l'égoïsme et de leur besoin de parvenir, mais d'une conception honnête du bien-être général. Nous avons ainsi le critérium qui, selon moi, nous permettra de voir si cette opinion, si souvent exprimée de nos jours que toutes les écoles doivent être représentées également dans les universités, est justifiée. Ce serait aller contre le progrès que de mettre sur le même pied des écoles disparues et des méthodes surannées, et des écoles nouvelles et des méthodes plus parfaites : c'est ainsi qu'un pur disciple de Smith tout comme un pur disciple de Marx ne peuvent prétendre aujourd'hui être traités sur le même pied que d'autres. Ceux qui ne se tiennent pas sur le terrain de la recherche moderne, des méthodes savantes d'aujourd'hui, ne peuvent pas être des professeurs utiles. De même ceux qui sont des représentants des intérêts économiques de classe. Il est tout naturel qu'ils soient directeurs de journaux, qu'ils soient choisis comme chefs de parti des classes organisées et de leurs associations. Là on comprend, et personne ne saurait leur en faire un reproche, qu'ils défendent des intérêts de classe ; on comprend qu'aussi longtemps qu'ils sont au service de ces intérêts, ils confondent si souvent ces intérêts avec le

bien-être et l'intérêt général. Mais ils ne sauraient occuper une chaire » (Schmoller, 1902, p. 240, 241).

Pour Schmoller, il était absolument inacceptable d'introduire à l'université la discipline économique basée sur « le rationalisme abstrait, qui voulait expliquer tous les phénomènes au moyen de quelques prémisses hâtivement formulées et en déduire un idéal qui convient à tous les lieux et à tous les temps » (Ibid., p. 236). Par « le terrain de la recherche moderne, des méthodes savantes d'aujourd'hui », Schmoller désignait l'approche expérimentale et les méthodes qualitatives : « On s'est mis alors à la recherche méthodique, à l'étude du détail, dans les recherches sur l'histoire économique, la psychologie économique, dans l'examen des questions qui se rattachent au marché, à l'argent, au crédit, aux rapports sociaux <...> On s'est convaincu qu'une longue série d'observations, des matériaux solidement acquis étaient nécessaires, qu'on ne pourrait arriver à établir des lois scientifiques et porter des jugements certains qu'après avoir au préalable constitué toute une vaste littérature descriptive <...> On vit de mieux en mieux qu'on fait plus avancer la science par des monographies que par des traités. On comprit que ce n'est que par la collaboration organisée de centaines et de milliers de personnes, comme cela se fait pour la statistique, pour les enquêtes, pour les publications des sociétés savantes, par exemple de l'Union pour la politique sociale, que nous pourrions nous orienter un peu dans le dédale des faits sociaux » (Ibid., p. 236, 237). La maîtrise et la pratique de l'approche expérimentale et des méthodes qualitatives étaient absolument nécessaires pour devenir membre de la communauté d'économistes, c'est-à-dire être admis comme professeurs dans les universités allemandes⁹. Ce n'est pas la multiplicité des théories, qui ne sont peut-être rien d'autres que la multiplicité de mondes imaginaires, qui a permis à la douzaine de personnes qui ont prévu la crise de 2007 de le faire, mais leur connaissance détaillée des pratiques dans les domaines de la finance et de l'immobilier.

Pourtant, ce n'est pas tous les économistes hétérodoxes qui souffrent de l'absence de l'intérêt envers la réalité socio-économique et ses problèmes brûlants. L'enseignant de l'Université de Cambridge, Ha-Joon Chang, ne peut absolument pas être accusé d'une telle tendance. Considérons brièvement son projet de l'enseignement de la discipline économique qui est exposé explicitement dans son livre récemment publié (Chang, 2014). Tout d'abord, il plaide pour que la discipline économique (*economics*) devienne accessible à tout le monde. Il se pose la question de savoir « si la discipline économique est réellement si difficile ». Et il répond « qu'elle ne doit pas l'être si elle est expliquée en termes clairs ». Dans son livre précédent (Chang, 2012), il a même affirmé que « 95 % de la discipline économique relève du bon sens – ce qui la rend difficile, c'est l'utilisation de jargons et des mathématiques ». Il affirme en outre que « la discipline économique ne peut jamais être une science comme le sont la physique ou la chimie. Il a beaucoup de types différents de théories économiques,

⁹ « Avec la lutte des partis politiques et des classes sociales sont nées les théories, les points de vue, les projets de réforme les plus différents. Nous avons ainsi maintenant, tout comme il y a 50 ans, une économie politique conservatrice et une économie politique libérale, une économie politique agricole et une économie politique industrielle, une économie politique favorable aux ouvriers et une économie politique favorable aux entrepreneurs. Mais si nous regardons de près nous verrons que ces théories, ces projets, ces points de vue, qui occupent l'opinion dans les milieux industriels, dans les journaux de parti ou de classe, n'existent pas ou presque pas dans les chaires, dans les revues scientifiques, dans la littérature proprement savante. Là, l'étude scientifique a créé tout un milieu d'objectivité » (Schmoller, 1902, p. 239).

chacune mettant l'accent sur différents aspects de la réalité complexe, émettant des jugements de valeur différents d'un point de vue moral ou politique, et aboutissant à diverses conclusions ». Sa déclaration suivante est très révélatrice : «Une fois que nous aurons appris que les différentes théories économiques disent des choses différentes en partie parce qu'elles sont fondées sur des valeurs éthiques et politiques différentes, nous serons assurés de pouvoir discuter de ce qu'est vraiment la discipline économique (economics) – [l'expression d'] un argument politique - et non pas une «science» dans laquelle il y a clairement le vrai et le faux. Et c'est seulement quand le public en général prendra conscience de cet état des choses que les économistes professionnels seront dans l'impossibilité de les intimider en se déclarant être les gardiens des vérités scientifiques ».

Sans aucun doute, la compréhension de la discipline économique telle qu'elle est pratiquée actuellement en tant qu'expression d'« arguments politiques » est absolument correcte ; pourtant, une question se pose : *l'existence d'une armée de fonctionnaires bien payés, qui ne font qu'exprimer des arguments politiques en les transformant sous des jargons peu compréhensibles pour le public ainsi qu'en utilisant les mathématiques, est-elle socialement acceptable ?* Il serait peut-être plus correct et plus honnête d'exprimer ces arguments politiques explicitement sans avoir recours à des jargons et à des mathématiques inaccessibles ? A mon avis, les arguments politiques devraient être formulés dans une forme explicite et honnête et non sous la forme cachée d'une théorie économique. Dans son nouveau livre, Chang a exprimé l'idée suivant laquelle « chaque citoyen responsable a besoin d'apprendre un peu la discipline économique (economics) » ; pourtant il ne veut pas dire « qu'il faut prendre un manuel épais et d'absorber un certain point de vue économique particulier ». Il estime qu'il faut « apprendre la discipline économique de façon que l'on puisse prendre conscience des différents types d'arguments économiques et que l'on puisse développer un esprit critique pour juger quel argument a le plus de sens dans des circonstances économiques données, et [quel argument a le plus de sens] à la lumière de certaines valeurs morales et de certains objectifs politiques », (à noter qu'il n'indique pas « quel argument est correct »). Il continue son idée de la façon suivante : « En effet, nous avons tous besoin de savoir quelque chose à propos des diverses approches de la discipline économique si nous ne voulons pas devenir des victimes passives de la décision de quelqu'un d'autre. Derrière chaque politique économique et chaque action des entreprises qui affectent nos vies - le salaire minimum, l'externalisation, la sécurité sociale, la sécurité alimentaire, les pensions et autres - se trouve une théorie économique qui, soit inspire ces actions ou, plus fréquemment, fournit la justification de ce que les gens au pouvoir veulent <...> Ce n'est que lorsque nous savons qu'il existe différentes théories économiques que nous serons en mesure de dire à ceux au pouvoir qu'ils ont tort de nous dire qu'«il n'y a pas d'alternative» ('there is no alternative', TINA), comme Margaret Thatcher a formulé dans la défense de ses politiques controversées ». Je ne suis pas tout à fait d'accord avec Ha-Joon Chang ; je pense que nous pouvons dire à ceux au pouvoir qu'ils ont tort sur la base des faits analysés et non sur la base de théories. Les experts doivent nous fournir ces faits analysés et non pas nous dire ce qu'il faut faire. Sur la base de ces faits analysés, nous, en tant que citoyens, devons discuter des problèmes existants et décider suivant les procédures démocratiques de délibérations de ce qu'il faut faire.

A mon avis, les activités de recherche des économistes doivent se concentrer sur *l'interprétation et la structuration des connaissances de la réalité socio-politico-économique obtenue auprès des acteurs économiques*. La profession doit partager ces connaissances structurées avec le public en alimentant la vie démocratique. En ce qui concerne leurs activités dans le domaine de la politique économique, ils doivent cesser de jouer le rôle de conseiller du prince. La recherche des économistes doit être effectuée dans le cadre de l'approche constructiviste-discursive et doit être immergée dans la démocratie discursive (Dryzek, 1990), qui est souvent appelée démocratie délibérative (Girard et Le Goff, 2010 ; Cavalier, 2011). Sans démocratie discursive (délibérative), il n'y a pas de demande d'investigations auprès des économistes qui pratiquent la recherche constructiviste-discursive, car sans démocratie délibérative, il n'y a pas de public organisé, qui devrait être le principal bénéficiaire (« consommateur ») des recherches des « économistes discursifs ». Sans démocratie délibérative, il n'y a pas d'offre d'envergure de recherche de la part des « économistes discursifs », car ils n'auront pas la possibilité de mener leurs recherches, enquêtes, et investigations ; dans les démocraties actuelles, le chercheur n'a pas d'accès aux informations nécessaires pour une recherche discursive. Ni l'économie discursive, ni la démocratie délibérative ne sont possibles sans l'éthique de la discussion (Habermas, 1992, 1997). Par conséquent, les éléments de la « troïka » - recherche discursive, démocratie délibérative et éthique de la discussion - ne peuvent exister qu'ensemble. La transition vers cette « troïka » ne peut se produire que peu à peu, très graduellement, et en fait, ce serait une transition vers une *économie de marché civilisée* (Ulrich, 2008, 2010).

Bibliographie

- Alvesson M. and Skölder K. (2009) *Reflexive Methodology*. SAGE Publications Ltd.
- Amadae S.M. (2003) *Rationalizing Capitalist Democracy. The Cold War Origins of Rational Choice Liberalism*. Chacago : The University of Chicago Press.
- Apel K.-O. (2001). *La réponse de l'éthique de la discussion au défi moral de la situation humaine comme telle et spécialement aujourd'hui*. Louvain-Paris : Editions Peeters
- Aspromourgos T. (1996). *On the Origins of Classical Economics: Distribution and Value from William Petty to Adam Smith*. London and New York: Routledge.
- Bazzoli L. et Dutraive V. (2010) « La démocratie comme fondement institutionnel d'un « capitalisme raisonnable »: lecture croisée de J.R. Commons et J. Dewey ». XIIIe colloque Charles Gide, *Les institutions dans la pensée économique*. Paris, du 27 au 29 mai.
- Bazzoli L. et Dutraive V. (2014) « D'une « démocratie créatrice » à un « capitalisme raisonnable » Lecture croisée de la philosophie de J. Dewey et de l'économie de J.R. Commons », *Revue économique*, Vol. 65, No 2, p. 357-372.
- Berger P. et Luckmann Th. (1991) *The Social Construction of Reality*. London: Penguin Books.

Berger P. et Luckmann Th. (1996). *La construction sociale de la réalité*. Paris : Armand Colin.

Blaug M. (1994) “Why I am not a Constructivist. Confession of an Unrepentant Popperian”, In Backhouse R. E. (ed.), *New Directions in Economic Methodology*, Routledge, Londres. pp. 111 – 139.

Bloor D. (1997). *Wittgenstein, Rules and Institutions*. London; New York: Routledge.

Blumer H (1969) *Symbolic Interactionism. Perspective and Method*. Englewood Cliffs, New Jersey: Prentice-Hall.

Burr V. (2003) *Social Constructionism*. London and New York: Routledge.

Cavalier R. (ed.) (2011) *Approaching Deliberative Democracy: Theory and Practice*. Pittsburgh: Carnegie Mellon University Press.

Chang H.-J. (2012) *Deux ou trois choses que l'on ne vous dit jamais sur le capitalisme*. Paris : Seuil.

Chang H.-J. (2014) *Economics: The User's Guide: A Pelican Introduction*. Gretna, Louisiana : Pelican.

Chasse J.D. (1991). « The American Association for Labor Legislation : an Episode in Institutional Policy Analysis », *Journal of Economic Issues*, Vol. 25, n° 3, pp. 799-828.

Chavance B. (1980) *Le capital socialiste. Histoire critique de l'économie politique du socialisme (1917–1954)*. Paris: Le Sycomore.

Chavance B. (2012). John Commons's organizational theory of institutions: a discussion. *Journal of Institutional Economics*, (8)1, pp. 27–47.

Coats A.W. (1993). *The Sociology and Professionalization of Economics. British and American economic essays. Volume II*. London and New York: Routledge.

Cohen D. (2009) *La prospérité du vice. Une introduction (inquiète à l'économie)*, Paris : Albin Michel.

Commons J.R. (1919). *Industrial Goodwill*. New York : McGraw Hill Book Company.

Commons J.R. (1934) *Institutional Economics. Its Place in Political Economy*. New York : McGraw Hill Book Company.

Commons J. R. (1950) *The Economics of Collective Action*. New York: The Macmillan Company.

Daniels H. (2008) *Vygotsky and Research*. London and New York: Routledge.

- Demitcheva T.N. (2008) « Politicheskaya ekonomia : sootnochenie nauki i ideologii ». In : *Ideologia i nauka. Diskussii sovetskikh utchenykh serediny XX veka*. Moskva : Progress-Traditsia.
- Dewey J. (2002) « Démocratie et nature humaine », *Revue du Mauss*, Vol. 1, n°19, pp. 113-126.
- Dewey J. (2010). *Le public et ses problèmes*. Paris : Gallimard.
- Dews P. (ed.) (1986) *Habermas, Autonomy and Solidarity: Interviews with Jürgen Habermas*, London: Verso.
- Downs A. (2013) *Une théorie économique de la démocratie*. Bruxelles : Editions de l'Université de Bruxelles.
- Dryzek J.S. (1990) *Discursive Democracy: Politics, Policy, and Political Science*. Cambridge : Cambridge University Press.
- Dupeyrix A. (2012) *Habermas Citoyenneté et responsabilité*. Paris : Editions de la Maison des sciences de l'homme.
- Fleetwood S. (Ed.) (2004) *Critical Realism in Economics. Development and debate*. London : Routledge.
- Fossaert R. (1983) *La société : Les structures idéologiques*. Tome 6 Paris : Éditions du Seuil.
- Fourcade M. (2009) *Economists and Societies. Discipline and Profession in the United States, Britain, and France, 1890s to 1990s*. Princeton and Oxford : Princeton University Press.
- Friedman M. (1953) "Methodology of Positive Economics", in Milton Friedman, *Essays in Positive Economics*, Chicago: The University of Chicago Press. pp. 3 - 43.
- Furner M.O. (1975) *Advocacy & Objectivity: A Crisis in the Professionalization of American Social Science 1865-1905*. Lexington, Kentucky: University Press of Kentucky.
- Gergen K.G. (2001) *Le constructionisme social. Une introduction*. Paris : Delachaux et Niestlé.
- Généreux J. (2001) « De la science éco à l'économie humaine », *Economie politique*, No 9. p. 15-25.
- Girard Ch. et Le Goff A. (2010). *La démocratie délibérative. Anthologie de textes fondamentaux*. Paris : Hermann.
- Glaser B.G. et A.L. Strauss (2010) *La découverte de la théorie ancrée: Stratégies pour la recherche qualitative*. Paris : Armand Colin.
- Goodwin C.D. (1998) "The Patrons of Economics in a Time of Transformation", In: (Morgan and Rutherford, 1998), pp. 53 – 81.

Grimmer-Solem E. (2003) Grimmer-Solem E. *The Rise of Historical Economics and Social Reform in Germany 1864 – 1894*. Oxford : Clarendon Press.

Guerrien B. (2003) “Is There Anything Worth Keeping in Standard Microeconomics”. In Fullbrook E. (Ed.) (2003) *The Crisis in Economics. The ost-autistic economics movement; the first 600 days*. Landon and New York: Routledge.

Habermas J. (1970). *Toward a Rational Society*, Boston: Beacon Press.

Habermas J. (1974). *Theory and Practice*, Boston: Beacon Press.

Habermas J. (1982) ‘A reply to my critics’, In : John B.Thompson and David Held (eds.) *Habermas: Critical Debates*, Cambridge, Massachussets: MIT Press, pp. 219–283.

Habermas J. (1984) *The Theory of Communicative Action. Volume 1*. Cambridge, UK : Polity Press. (Traduction française: Habermas J. (1987) *Théorie de l'agir communicationnel*. Tome 1. Paris : Fayard).

Habermas J. (1992) *De l'éthique de la discussion*. Paris: Flammarion.

Habermas J. (1997) *Droit et démocratie. Entre faits et normes*. Paris: Gallimard.

Hands D.W. (2001) *Reflection without Rules. Economic Methodology and Contemporary Science Theory*. Cambridge and New York: Cambridge University Press.

Harré R., Gillett G. (1994) *The Discursive Mind*. Thousand Oaks, London, New Dehli: Sage Publications.

Harré R. (2009) “Saving Critical Realism”, *Journal for the Theory of Social Behaviour*, Vol. 39, No. 2, pp. 129 – 143.

Harter L.G. (1962). *John R. Commons: His Assault on Laissez-Faire*, Corvallis: Oregon State University Press.

Hayek F.A. (1978) “The Errors of Constructivism”. In: F.A. Hayek, *New Studies in Philosophy, Politics, Economics and the History of Ideas*, Chicago: The University of Chicago Press, pp. 3 - 22.

Hecht J. (1966). “La vie de Pierre le Pesantn Seigneur de Boisgulbert”. In *Pierre de Boisguilbert ou la naissance de l'économie politique*, volume 1. Paris: INED, pp. 121 - 244.

Heilbroner R. L. (1971). *Les grands économistes*, Paris : Editions du Seuil.

Heilbroner R. L. (1971). *Les grands économistes*, Paris : Editions du Seuil.

Heilbroner R. (1988) *Behind the Veil of Economics: Essays in the Worldly Philosophy*. New York, London: W. W. Norton & Co.

Heilbroner R. and W. Milberg (1995) *The Crisis of Vision in Modern Economic Thought*. Cambridge: Cambridge University Press.

Heilbroner R. (2004) "Economics as Universal Science". *Social Research*, Vol. 71, N° 3, pp. 615 – 632.

Hodgson G.M. (1988) *Economics and Institutions*, Cambridge: Polity Press.

Kukla A. (2000) *Social Constructivism and the Philosophy of Science*. London and New York: Routledge.

Lee F. (2009) *A History of Heterodox Economics: Challenging the Mainstream in the Twentieth Century*. London and New York : Routledge.

Lee F. (2012) *Critical realism, grounded theory, and theory construction in heterodox economics*. Online at <http://mpira.ub.uni-muenchen.de/40341/> .

McCarthy Ch. (1912). *The Wisconsin Idea*. New York : Macmillan.

Melkevik B. (2012) *Habermas, légalité et légitimité*. Québec (Québec): Les presses de l'Université Laval.

Mill J.S. (1994) « On the definition and method of political economy ». In: D.M. Hausman (Ed.) *The Philosophy of Economics. An Anthology*. Cambridge: Cambridge University Press. pp. 52 – 68.

Mirowski Ph. and Plehwe D. (eds.) (2009) *The Road from Mont Pèlerin. The Making of the Neoliberal Thought Collective*. Cambridge, MA: Harvard University Press.

Mirowski Ph. (2013) *Never Let a Serious Crisis Go to Waste: How Neoliberalism Survived the Financial Meltdown*. London and New York : Verso.

Mouchot C. (2003) *Méthodologie économique*. Paris : Editions du Seuil.

Morgan M.S., Rutherford M. (eds.) (1998) *From Interwar Pluralism to Postwar Neoclassicism*, Durham and London: Duke University Press.

Peirce C.S. (1878) « La logique de la science. Première Partie : Comment se fixe la croyance », *Revue Philosophique*, VI, pp. 553-569.

Peukert H. (2001) "The Schmolter Renaissance", *History of Political Economy*, Vol. 33, N° 1, Spring, p. 71-116.

Piaget J. (Ed.) (1967) *Logique et connaissance scientifique*. Paris : Editions Gallimard.

Piaget J. (1970) *Psychologie et épistémologie*. Paris : Editions Gonthier.

Posner R. (1998) *Economic Analysis of Law. Fifth Edition*, New York : Aspen Publishers Inc.

Pouch T. (2001) *Les économistes français et le marxisme. Apogée et déclin d'un discours critique (1959 – 2000)*, Rennes : Presses Universitaires de Rennes.

Prigogine I. et I. Stengers (1986) *La nouvelle alliance. Métamorphose de la science*, Gallimard, Paris.

Reich R.B. (2007) *Supercapitalism. The transformation of Business, Democracy, and Everyday Life*, New York : Albert A. Knopf. (Traduction française: Reich R.B. (2008) *Supercapitalisme : Le choc entre le système économique émergent et la démocratie*. Paris : Vuibert).

Rutherford M. (2011) *The Institutional Movement in American Economics, 1918-1947: Science and Social Control*. Cambridge: Cambridge University Press.

Rutherford M. (2012) "Field, Undercover, and Participant Observers in US Labor Economics, 1900-1930". In : Harro Maas and Mary Morgan, eds., *Histories of Observation in Economics*. Supplement to volume 44, *History of Political Economy*, Durham, NC: Duke University Press.

Sage E.M. (2009). *A Dubious Science. Political Economy and the Social Question in 19th-Century France*. New York : Peter Lang Publishing, Inc.

Salin P. (2000) *Libéralisme*. Paris : Edition Odile Jacob.

Schumpeter J.A. (1983). *Histoire de l'analyse économique, I – L'âge des fondateurs*, Paris : Gallimard.

Schmoller G. (1894) "The Idea of Justice in Political Economy", *Annals of the American Academy of Political and Social Science*, Vol. 4 (March), pp. 1- 41.

Schmoller G. (1902) *Politique sociale et économie politique*, V. Giard & E. Brière. Paris. (Le texte du livre est accessible sur <http://classiques.uqac.ca> , les pages dans les références sont indiquées suivant cette version électronique)

Shapin S. and S. Schaffer (1985) *Leviathan and the Air-Pump. Hobbes, Boyle, and the Experimental Life*. Princeton University Press.

Steuart J. (1767) *An Inquiry into the Principles of Political Economy: being an Essay on the Science of Domestic Policy in Free Nations. Vol. I*. London : A. Millar and T. Cadell.

Ulrich P. (2008) *Integrative Economic Ethics: Foundations of a Civilized Market Economy*. Cambridge : Cambridge University Press.

Ulrich P. (2010) *Zivilisierte Marktwirtschaft: Eine wirtschaftsethische Orientierung*. Bern, Stuttgart, Wien : Haupt Verlag.

Van Langenhove L. (Ed.). (2010) *People and Society. Rom Harré and designing the social sciences*. London and New York: Routledge.

Weintraub E.R. (1999) *Stabilizing Dynamics: Constructing Economic Knowledge*. Cambridge : Cambridge University Press.

Wertsch J.V. (2007) "Mediation". In *The Cambridge Companion to Vygotsky* / edited by Harry Daniels, Michael Cole, James V. Wertsch. Cambridge : Cambridge University Press. pp. 178 – 192.

Wisman J. (1990). « The scope and goals of economic science ; A Habermasian perspective ». In : Lavoie D. (sous la direction de). *Economics and Hermeneutics*. London and New York : Routledge. pp. 111 – 133.

Yefimov V. (2003) *Economie institutionnelle des transformations agraires en Russie*. Paris : l'Harmattan.

Yefimov V. (2010) Vers une autre science économique (et donc une autre institution de cette science). *Revue du MAUSS permanente*, 10 mai 2010 (en ligne). <http://www.journaldumauss.net/spip.php?article686>

Yefimov V. (2011a) "Discourse Analysis in Economics: Methodology and history of economics reconsidered. Part 1. Another methodology of economic science", *Economic Sociology*, Vol. 12, No 3, pp. 15 – 53. (en Russe) http://mpra.ub.uni-muenchen.de/49157/1/MPRA_paper_49157.pdf

Yefimov V. (2011b) "Discourse Analysis in Economics: Methodology and history of economics reconsidered. Part 2. Another history of economics and contemporaneity", *Journal of Economic Regulation*, Vol. 2, No 3, pp. 5–79. (en Russe) http://mpra.ub.uni-muenchen.de/49111/1/MPRA_paper_49069.pdf

Zask J. (2008) « Le public chez Dewey: une union sociale plurielle », *Tracés. Revue de Sciences humaine*, n° 15, pp. 169-189.